G en Yvelines

N°127
Mercredi 2 mai 2018
lagazette-yvelines.fr

La Gazette en Yvelines

Hebdomadaire gratuit d'informations locales

Associations, citoyens, députée ont échangé parfois vivement à Triel-sur-Seine au sujet de l'ex-plaine maraîchère. Les solutions existent, elles prendront du temps.



Décharges sauvages Un avenir pour la plaine, oui mais à long terme

Dossier - P.2

Actualités p.4

POISSY



Chantier du RER E : un mur anti-bruit et beaucoup de questions

Actualités p.7

ECQUEVILLY



Le chantier de la nouvelle mosquée devrait pouvoir reprendre



Actualités p.5

CHANTELOUP

La vaccination dope la fréquentation



Actualités p.8

YVELINES

Les rodéos bientôt lourdement pénalisés ?



Faits divers p.10

HOUDAN

Restos du coeur : appel à la solidarité

P. 4 VALLEE DE SEINE **Banlieues : le rapport Borloo bien accueilli**

P. 6 ACHERES **A la résidence Lucie Aubrac, certains craquent**

P. 7 CARRIERES-SOUS-POISSY **Le Louis, monnaie d'une seule journée**

P. 9 MEZY-SUR-SEINE **Logements sociaux : la mairie « dans les clous »**

P. 11 MAGNANVILLE **Un panneau éducatif arraché**

P. 12 SPORT INSOLITE **La country et la line dance s'émancipent**

P. 14 ANDRESY **La Russie « arc-en-ciel » à découvrir dans un ballet**

DÉCOUVREZ TOUS NOS **PROGRAMMES IMMOBILIERS** DANS LES **YVELINES**



Bouygues Immobilier
Bien plus pour vous

bouygues-immobilier.com
0 810 002 500 Service 0,06 € / min + prix appel

Bouygues Immobilier, SAS au capital de 138.577.320 €, SIREN 562 091 546 RCS Nanterre, siège social, 3 boulevard Gallieni à Issy les Moulineaux (92130), intermédiaire en opération de banque catégorie mandataire Intermédiaire en Opérations de Banque (MIOB) inscrit à l'ORIAS sous le n° 13006299. Illustration : Infime. Document et photo non contractuels. Grenadines & cie – 01/2017.

VALLEE DE SEINE Décharges sauvages : un avenir pour la plaine, oui mais à long terme

A Triel-sur-Seine jeudi soir, élus, citoyens, associations et une députée ont échangé quant aux solutions possibles pour l'après-nettoyage. Au regret de certains présents, pour qui la présence des déchets reste un problème qu'il faudrait résoudre à très court terme.

A cheval sur Chanteloup-les-Vignes, Triel-sur-Seine et Carrières-sous-Poissy, l'ex-plaine maraîchère, devenue « *mer de déchets* » selon une appellation désormais communément admise, a franchi toutes les étapes de la médiatisation, jusqu'à une enquête de l'AFP diffusée dans le monde entier. Jeudi dernier à Triel-sur-Seine, à l'invitation d'associations et du *Journal des deux rives,* une réunion publique visait à réfléchir à l'avenir de ces 300 à 330 ha.

Délaissées depuis l'interdiction d'y cultiver au début des années 2000 pour cause de pollution due aux épandages des eaux usées de Paris, ses innombrables parcelles privées sont devenues friches, et un trafic de déchets franciliens y est progressivement né. Aujourd'hui, ce sont plus de 7 000 mètres cubes qui se sont accumulées selon un comptage citoyen. Ils proviennent parfois de grandes sociétés, dont les documents se retrouvent dans la plaine. L'association d'Anthony Effroy (FI), conseiller d'opposition carriérois, a d'ailleurs porté plainte contre certaines d'entre elles la semaine dernière.



LA GAZETTE EN YVELINES

Aujourd'hui, ce sont plus de 7 000 mètres cubes qui se sont accumulées selon un comptage citoyen. Ils proviennent parfois de grandes sociétés, dont les documents se retrouvent dans la plaine.

Ils passent ensuite par une cascade de sous-traitants jusqu'à être transbordés dans la plaine, parfois en payant des populations Roms progressivement installées sur place depuis la fin des années 2000. Il reste un camp théoriquement évacué « *avant l'été* » selon l'Etat, trois autres ayant été démantelés en septembre dernier. Les Roms sont fréquemment désignés responsables, de manière erronée, de l'arrivée de ces déchets.

« *C'est une première, le fruit d'un travail collectif par des citoyens exemplaires, en tant que maire d'une commune impactée, je ne peux que m'en féliciter,* loue le maire triellois (DVD) Joël Mancel en inaugurant la réunion dans la salle Grelbin. *Osons et espérons que les autres acteurs et institutions verront un signe positif dans cette démarche. [...] Tout le monde est d'accord pour mettre fin aux dépôts sauvages.* »

L'institution principale, absente de la réunion au regret affiché des présents, c'est la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO). Certains élus de son exécutif approuvent discrètement l'attention médiatique portée sur la plaine dans l'espoir que la question des dépôts illégaux progresse. Tous déplorent que la médiatisation de la plaine se fasse souvent sans mentionner le projet « *Coeur vert* ».

Ce dernier vise à cultiver le miscanthus, un végétal dépolluant, sur une bonne partie de la plaine, pour revente dans le cadre de projets industriels menés par le cimentier Calcia et le constructeur automobile PSA. « *Le miscanthus paraît être une bonne solution pour dépolluer les sols* », reconnaît face à la soixantaine de présents Alban Bernard, Carriérois à l'origine du site internet « *Déchargeons la plaine* » et de la mobilisation citoyenne en cours.

A ses côtés, le modérateur du soir se trouve quelque peu à contre-emploi, même si son métier originel d'urbaniste l'a rôdé à de telles réunions. Rodrigo Acosta-Garcia, directeur de publication du très écologiste *Journal des deux rives*, basé à Triel-sur-Seine, a beau faire face à des proches politiquement parlant, il n'hésite ni à les couper lorsqu'ils pestent contre les erreurs passées, ni à les interrompre lorsque les interventions se font trop longues.

« *Cette réunion est faite dans un but constructif,* avait-il d'ailleurs prévenu. *Il est important de ne pas trop regarder le passé, ceux qui ont erré, mais de regarder l'avenir.* » Antoine Mille, de Non au pont d'Achères, fait les frais de cette volonté d'apaisement. Il considère les dépôts sauvages comme une « *anecdote* », et déplore les milliers de tonnes de remblais des chantiers du Grand Paris déversées (en toute légalité, Ndlr) pour combler certaines parties de la plaine suite à leur exploitation sablière. « *Merci pour cet état apocalyptique* », est-il remercié non sans ironie.

Côté solutions, Alban Bernard dévoile le résultat des 200 votants à son sondage sur internet. Les internautes ayant répondu souhaiteraient d'abord un espace dédié à la nature et aux activités sportives, puis approuvent le projet « *Coeur vert* ». En troisième et quatrième position, des serres photovoltaïques (GPSEO discute en ce moment avec des investisseurs, Ndlr), et une forêt de sapins de Noël (peu probable, une étude réalisée il y a quelques années écartant la plantation d'arbres pour raisons techniques, Ndlr).

« *C'est une blessure faite à la nature* », indique sans ambages la députée de la sixième circonscription, Natalia Pouzyreff (LREM). Elle espère que la médiatisation de la situation de la plaine « *puisse fédérer un mouvement citoyen de dire non aux décharges* ». Puis répète, comme les élus de GPSEO, que l'Etat, s'il ne mettra pas un euro dédié au nettoyage, pourrait financer un projet global de reconversion.



LA GAZETTE EN YVELINES

« C'est une première, le fruit d'un travail collectif par des citoyens exemplaires, en tant que maire d'une commune impactée, je ne peux que m'en féliciter », loue le maire triellois Joël Mancel (DVD).

« *Il y a un enjeu foncier et juridique* », rappelle la maire écologiste d'Evecquemont Ghislaine Senée d'une plaine quasi-exclusivement propriété privée, non sans déplorer l'absence d'un représentant de GPSEO ce soir-là. « *Je veux les amener à communiquer plus, à échanger avec vous* », complète ensuite la députée des Yvelines, avant de révéler l'organisation prochaine, au début du mois de juin, d'un grand événement organisé par la communauté urbaine autour de l'avenir de la plaine.

Son origine ? Une rencontre à la Fabrique 21, bâtiment en bois dédié à l'éco-construction en bordure de la plaine, entre le responsable de l'association locale Energie solidaire, Natalia Pouzyreff et le maire Christophe Delrieu. Les derniers détails doivent en être réglés dans les prochains jours, explique-t-il à *La Gazette* : « *Le principe de l'organisation est calé.* »

L'association World cleanup day était présente jeudi dernier à Triel-sur-Seine. Elle a indiqué sa volonté de participer à une opération de nettoyage partielle mais « *coup de poing* », peut-être même dans le cadre du colloque de GPSEO avec qui elle travaille d'ailleurs. L'association souhaite en effet utiliser la situation carriéroise pour sensibiliser à la question des déchets. Il y aurait « *un premier temps citoyen et une deuxième temps avec les entreprises* » partenaires de l'association, poursuit Virginie Guérin, salariée de l'association.

Demandé par de nombreux élus et citoyens de tout bord, cet événement prévu sur au moins une journée, peut-être plus, sera destiné à ce que « *tout le monde puisse comprendre les enjeux financiers qu'il peut y avoir sur ce type de projets* », car « *le nettoiement est très secondaire* » en termes d'argent public qui sera dépensé pour réaménager l'ex-plaine maraîchère, détaille Christophe Delrieu.

Pourtant, jeudi dernier, à une partie des présents qui échangent poliment quant à l'avenir de la plaine, toujours sur une échelle de plusieurs années, l'autre partie de la salle proteste parfois très vivement. « *La question, ce soir, elle est concrète, j'ai l'impression qu'on se perd un peu dans toutes les explications,* déplore ainsi un Andrésien ramenant à la stricte question des décharges. *Comment on se sort de cette situation rapidement ? Il faut absolument bloquer les accès !* »

Le propos est repris par Jean-Claude Moulineau, Triellois et porte-parole du collectif né en 2017 pour exiger le départ des Roms du dernier camp situé à l'entrée de Triel-sur-Seine. « *La priorité, aujourd'hui, c'est de fermer la pleine, de la sécuriser,* demande-t-il une nouvelle fois sous de bruyantes approbations d'une partie de la salle. *Qui va aujourd'hui fermer ces accès, qui porte la fermeture, les maires ou la communauté urbaine ?* »

Comme le sous-préfet quelques semaines plus tôt dans la même salle, la députée Natalia Pouzyreff défend l'action de l'Etat et des collectivités. « *On ne peut pas fermer les accès tant qu'il y a des Roms* », assure-t-elle (le sous-préfet avait indiqué que les quelques agriculteurs restants avaient aussi besoin d'accès, Ndlr). « *On se moque du monde* », commente après la réunion l'ex-maire carriérois Eddie Aït, qui y était présent. Pour lui, furieux contre la députée, « *la recherche d'un bouc-émissaire n'est plus de notre temps.* »

Natalia Pouzyreff, elle, a plaidé une dernière fois le caractère positif de cette mobilisation citoyenne puis médiatique autour de la plaine. « *Je pense que votre action a été bénéfique, et que GPSEO ne peut plus reculer* », félicite-t-elle jeudi. Elle se montre aussi plus rouée qu'on ne pourrait croire une jeune députée, à propos des moyens politiques permettant de faire participer financièrement l'Etat au projet global : « *Il va falloir trouver des solutions très innovantes* », avance-t-elle en suggérant « *d'attirer l'Etat par l'expertise* », puis de suggérer une participation aux solutions proposées.

AUCHAN MANTES BUCHELAY



NOUVEAU ouvert le dimanche matin de 9h00 à 12h30

OUVERT mardi 8 et jeudi 10 mai de 9h00 à 20h00

Auchan
et la vie change

HYPERMARCHÉ AUCHAN MANTES BUCHELAY
A 13 – sortie Mantes Sud ou Mantes Ouest
Tél. 01 30 98 22 22
Suivez votre magasin sur : https://www.facebook.com/AuchanMantes

POISSY Chantier du RER E : un mur anti-bruit et beaucoup de questions

Lors de la visite du chantier du projet Eole pour les riverains à Poissy, plusieurs d'entre eux ont soulevé la question de l'isolation sonore liée à l'augmentation de la fréquence des trains.

Une quinzaine de Pisciacais ont visité le chantier du prolongement de la ligne E du RER près de la gare de Poissy, avenue Meissonier, jeudi 26 avril. Proposée par les responsables du projet Eole (extension à l'Ouest du RER E, Ndlr), cette visite permettait aux riverains de poser toutes leur questions sur ce chantier débuté l'année dernière.

D'un montant total de quatre milliards d'euros, le chantier a pour objectif de prolonger la ligne jusqu'à Mantes-la-Jolie d'ici à 2024. A Poissy, une troisième voie est en construction afin de « *fluidifier la circulation des lignes Normandie et des lignes Transilien* », explique la SNCF. Cette troisième voie entraînera une augmentation de la fréquence des trains, et une potentielle augmentation du bruit pour les riverains.

« Une horreur »

L'acoustique a cristallisé leurs interrogations lors de la visite du chantier de cette troisième voie prévue côté Cours du 14 juillet. C'est de ce côté que l'installation d'un mur anti-bruit est prévue. Pour le moment, le mur de soutènement qui supportera l'écran acoustique est en construction. Ce dernier fera deux mètres cinquante de haut et 160 mètres de long, soit l'équivalent de la longueur de la troisième voie.



LA GAZETTE EN YVELINES

Un mur de soutènement pour supporter l'écran acoustique est en construction. Le mur anti-bruit fera 2 m 50 de haut pour une longueur de 160 mètres.

Problème pour certains Pisciacais : il n'est pas prévu qu'un écran acoustique soit posé de l'autre côté de la voie, rue Jacob Courant. Une habitante de la rue regrette que le projet ne comprenne pas la construction d'un mur anti-bruit. « *L'hiver, nous sommes en triple vitrage, mais l'été, c'est juste une horreur* », témoigne-t-elle, déjà exaspérée de la situation actuelle.

Une enveloppe financière de 30 millions d'euros est réservée au traitement des « *points noirs* » acoustiques sur le tracé à Maisons-Laffitte, Poissy, Villennes-sur-Seine, Verneuil-sur-Seine et Vernouillet. « *Il y a eu une étude acoustique en amont des travaux, et elle a révélé que la pose d'un écran acoustique était nécessaire du côté où la troisième voie était créée et pas de l'autre,* justifie un cadre de SNCF réseau après la visite. *Après, il y a la composante humaine...* »

La dernière réunion de concertation s'était tenue en octobre, il n'y en a pas eu depuis la prise de poste d'un nouveau directeur des opérations du chantier, ont également regretté les habitants présents ce jour-là. « *Le bruit et la vibration sont très importants pour nous,* témoigne un autre riverain de la rue Jacob Courant. *Il y avait des réunions entre riverains et Eole où l'on pouvait évoquer ces sujets et être informés des projets mais elles n'ont plus lieu...* »

En bref

LES MUREAUX Sécu : les personnes à mobilité réduite privées d'accès jusqu'en juin

En rénovation, le bâtiment muriautin de la sécurité sociale est inaccessible aux personnes à mobilité réduite depuis février 2017. Un élévateur doit être installé avant le début de l'été..



LA GAZETTE EN YVELINES

Le site, en travaux depuis plus d'un an, devrait bénéficier d'un élévateur pour les personnes à mobilité réduite d'ici au mois de juin.

Depuis plus d'un an et jusqu'à cet été, les personnes à mobilité réduite (PMR) ne peuvent accéder au bâtiment de la sécurité sociale des Mureaux. Ce dernier comprend la Caisse primaire d'allocation maladies (CPAM) et la Caisse d'allocations familiales (Caf). Il connaît d'importantes rénovations lancées en février 2017.

Le chantier inclut la suppression temporaire de l'accès PMR, au grand dam d'un certain nombre d'usagers. « *J'ai la chance d'être valide, mais si je me mets à la place d'une personne handicapée et que j'arrive ici avec mon fauteuil, comment je fais ?,* s'interroge ainsi un allocataire à la retraite, croisé devant l'entrée vendredi dernier. *Dans 15 jours, je peux être dans un fauteuil, on ne sait jamais. Je serai content lorsqu'il y aura un élévateur pour les personnes handicapées.* »

Ce vœu devrait bientôt être exaucé. « *Tous les travaux nécessitant un élévateur ont été effectués. La livraison est prévue pour la mi-juin* », indique la CPAM. En attendant, l'organisme explique que « *toutes les démarches sont possibles sur le site ameli.fr* », et sinon, invite les usagers à se déplacer « *à Aubergenville, Poissy ou Mantes-la-Jolie* ».

VALLEE DE SEINE Le rapport Borloo bien accueilli par les maires de banlieue

Il a été remis jeudi 26 avril par l'ancien ministre de la ville. Les maires des Mureaux et de Chanteloup-les-Vignes demandent son application rapide et complète par le gouvernement.

Le gouvernement reprendra-t-il toutes les mesures de son rapport, comme l'y exhorte l'ancien ministre de la ville Jean-Louis Boorloo, qui l'a remis au premier ministre ce jeudi 26 avril ? Les maires des Mureaux et de Chanteloup-les-Vignes souhaitent en tout cas son application rapide, et confirment la nécessité prônée dans le rapport d'investir dans l'éducation.

L'introduction du rapport Borloo ne fait pas dans la dentelle : « *Près de six millions d'habitants vivent dans une forme de relégation voire parfois, d'amnésie de la Nation réveillée de temps à autres par quelques faits divers ; un effort public en berne ; des maires de banlieues qui se battent en première ligne, qui craquent parfois et jettent l'éponge, des agents publics et des bénévoles épuisés.* »

L'ex-maire de Valenciennes (Nord) propose 19 programmes, largement centrés sur l'éducation, qu'il suggère de démarrer « *tout de suite* » et « *en même temps* », il suggère aussi une « *relance immédiate de la rénovation urbaine* » (voir encadré). « *Tout le temps que l'on perd, c'est des générations que l'on perd* », confirme Catherine Arenou (DVD), la maire de Chanteloup-les-Vignes, le 26 avril sur l'antenne de *Public Sénat.*

« Une forme de relégation »

Aux Mureaux, le maire DVG François Garay estime le rapport fidèle à l'analyse des maires de communes dont des quartiers sont classés en politique de la ville. « *Ca peut changer quelque chose, à condition que le président de la République nous entende* », déclare-t-il au lendemain de la remise du rapport au micro de *France Bleu Île-de-France.*

Son homologue chantelouvaise, consultée pour l'élaboration du rapport (Jean-Louis Borloo est aussi venu à Chanteloup-les-Vignes en 2017, Ndlr), souhaite que le gouvernement « *le regarde avec beaucoup d'attention* ». Selon elle, les programmes proposés représenteraient en effet « *la façon de réinverser la politique de la ville de façon très nouvelle et sans doute très définitive* ».

Mais le temps presserait de plus en plus : « *Ces enfants que nous n'avons pas éduqué à six ans, ce sont des ados perdus, des adultes sans emploi, et des parents qui n'en sont pas.* » Ce constat d'urgence est identique aux Mureaux. « *Si on ne fait rien, dans dix ans, ça nous reviendra en boomerang... si la République n'est pas capable d'occuper le terrain, d'autres l'occuperont* », prévient François Garay des annonces qui devraient être faites par Emmanuel Macron le 22 mai prochain.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

En juin 2017, Jean-Louis Borloo était venu à Chanteloup-les-Vignes, il a ensuite consulté la maire chantelouvaise DVD Catherine Arenou pour élaborer son rapport.

Rénovations urbaines : quels quartiers concernés ?

L'identité des quartiers et des communes qui bénéficieront de la rénovation urbaine demandée par le rapport Borloo n'a pas encore été dévoilée. Les communes dont les quartiers ont été inclus dans le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) comptent bien bénéficier de financements, mais restent suspendus aux choix finaux du gouvernement.

Les chantiers du NPNRU, dont les financements sont attendus depuis plusieurs années par les maires concernés comme par leurs administrés, doivent permettre aux Mureaux, comme à Chanteloup-les-Vignes ou à Mantes-la-Jolie, de lancer une seconde phase de rénovation urbaine. Dans les Yvelines, Sartrouville, Trappes, La Verrière, Limay et Plaisir font également partie du NPNRU tel que dévoilé en décembre 2014.

Une liste définitive établie par le gouvernement devrait être rendue publique dans les prochains mois. La semaine dernière, l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) a seulement confirmé au Parisien que les 130 quartiers en politique de la ville jugés priori taires en 2015 en feraient partie (aucun n'est yvelinois, Ndlr).

En bref

LES MUREAUX La Poste fermée jusqu'au mois de juillet

Le bureau de poste des Mureaux situé rue Paul Doumer est fermé depuis le 25 avril pour des travaux de rénovation. La réouverture du site est prévue pour le mardi 3 juillet. Ces travaux vont engendrer une rénovation complète du bureau de poste avec l'installation d'un automate qui va permettre le retrait et le dépôt d'espèces. Les travaux, estimés à 400 000 euros, « *ne perturbent pas la distribution du courrier* », précise la Poste. Elle se fait comme à l'accoutumée six jours sur sept. Désormais, toutes les opérations doivent être réalisées dans le bureau de poste situé au centre commercial Espace ouvert du lundi au samedi. « *Les clients pourront y réaliser toutes les opérations courantes comme le dépôt de courrier-colis Chronopost, les opérations financières et les achats de produits postaux* », précise la Poste.

LIMAY « Tout le monde veut prendre sa place » à domicile

Le jeu de *France 2* présenté par l'animateur Nagui va faire escale à Limay le lundi 14 mai à 13 heures. Le jeu télévisé recherche des candidats dans la région pour participer à l'émission.

Le casting se déroule à l'espace Christiane Faure. Pour participer, il faut téléphoner au 01 49 98 26 90 ou s'inscrire via un formulaire en ligne sur le site internet de france2.fr.

En image



LA GAZETTE EN YVELINES

POISSY Un passage piéton en 3D pour faire ralentir les conducteurs

« *Il suffira de quelques jours pour voir son efficacité* », estime ce vendredi 27 avril l'édile pisciacais DVD Karl Olive. Depuis ce jour, un passage piéton en trois dimensions a été matérialisé sur le boulevard Devaux, où circulent quotidiennement 8 600 véhicules. Le coût est de 1 800 euros, « *le double d'un passage piéton classique* », poursuit le maire. L'objectif affiché par la municipalité est de faire ralentir les automobilistes sur cet axe parfois accidentogène. L'initiative est islandaise et dans les Yvelines, un premier passage a été mis en service fin mars à Chevreuse.

En bref

EPONE La ville recherche des objets de la première guerre mondiale

En cette année de centenaire de la fin de la première guerre mondiale, la ville d'Epône souhaite reconstituer le quotidien des soldats durant le premier conflit mondial. « *Vos archives, vos souvenirs enrichiront l'exposition qui sera également consacrée à l'engagement des Serbes pendant la première guerre mondiale et au centenaire de l'Union Nationale des Combattants (UNC, Ndlr)*», écrit la ville dans son affiche.

L'exposition est gratuite et ouverte à tous du 24 mai au 4 juin à la salle Jean Monnet. Pour contribuer à celle-ci, contacter l'UNC au 06 11 45 95 58.

VALLEE DE SEINE Jean-Jacques Brot nouveau préfet des Yvelines

Le département a un nouveau préfet depuis ce lundi et il s'agit de Jean-Jacques Brot. Cet énarque diplômé de Sciences Po et de HEC a vécut une petite partie de sa vie étudiante dans les Yvelines. Il a notamment habité à Jouy-en-Josas sur le campus de HEC à la fin des années 70.

Il succède à Serge Morvan, arrivé à Versailles en 2015 et nommé commissaire. « *Il y aura des dossiers graves à traiter sur les questions d'urbanisme, de société ou religieuses notamment* », a indiqué le nouveau préfet à nos confrères du *Parisien*.

CHANTELOUP-LES-VIGNES

Vaccins obligatoires : la pilule passe très bien à la Noé

Depuis que 11 vaccins sont obligatoires, le centre de vaccination constate un regain d'intérêt des habitants, et en a témoigné à la ministre de la santé, en visite pour la semaine de la vaccination.



LA GAZETTE EN YVELINES

La ministre de la santé propose à une patiente de la vacciner contre l'hépatite B.

« *Hello, I am the minister of the health, would you like me to give you vaccination ?* » La question est posée par Agnès Buzyn, en personne. Dans un anglais fluide, et sous le crépitement des appareils photos, la ministre de la santé, ancienne médecin, s'adresse à une patiente originaire d'Asie et lui propose un vaccin contre l'hépatite B.

Dans le cadre de la semaine de la vaccination, la ministre s'est rendue à Chanteloup-les-Vignes pour visiter le bâtiment accueillant le centre de Protection maternelle et infantile (PMI) et le centre de vaccination, en bordure du quartier de la Noé. Le corps médical y constate un fort regain de l'attrait pour les vaccins, depuis que 11 d'entre eux sont obligatoires et la polémique qui a entouré cette décision.

La ministre a commencé par découvrir le centre de protection maternelle et infantile : un mercredi par mois, des vaccinations en faveur des plus précaires sont effectuées gratuitement, grâce à un partenariat avec l'hôpital de Meulan-Les Mureaux. C'est ce dispositif qui a incité la ministre à se déplacer à Chanteloup-les-Vignes pour la semaine dédiée à la vaccination.

Augmentation de 20 à 30 %

Elle n'a pas oublié de se réjouir de l'attrait des vaccins pour les Chantelouvais. Dans le centre de vaccination, le docteur Benoît Coudert, son responsable, confirme l'augmentation des vaccinations depuis la mise en application de la dernière loi obligeant à 11 vaccins, qu'il estime « *de 20 à 30 %* ». Contrairement aux cabinets médicaux privés, la patientèle principale de l'institution chantelouvaise publique est composée de « *gens vulnérables et précaires* », explique-t-il.

Depuis le 1er janvier, la loi oblige tous les parents des nouveaux-nés à les vacciner contre onze maladies contagieuses (contre trois auparavant, Ndlr), son vote avait déclenché la fureur des opposants à la vaccination et une polémique nationale. « *Cette loi a accéléré l'intérêt des parents pour la vaccination. On a noté une augmentation des vaccins dans ce centre* », se félicite la maire Catherine Arenou (DVD).

« *Il faut que tous les Français connaissent les risques et les bonnes pratiques. Pour beaucoup de personnes, le vaccin est un oubli. Le rendre obligatoire les incite à aller se faire vacciner. Ce site est particulièrement impliqué dans la prévention,* analyse celle qui était aussi médecin généraliste libérale jusqu'à sa retraite en 2015. *Ici, à Chanteloup, la population est demandeuse de vaccins, car il y a beaucoup de familles qui viennent de pays où le vaccin n'existe pas.* »

Le docteur Benoît Coudert doit souvent s'employer entre le français et l'anglais pour se faire comprendre par des patients, majoritairement Chantelouvais et souvent d'origine étrangère. Il existe dans les Yvelines 13 centres de vaccinations comme celui de Chanteloup-les-Vignes, pour cinq médecins. Lui prodigue des vaccins aux adultes et aux enfants à partir de deux ans. C'est « *du 50/50 entre les adultes et les enfants* », précise-t-il. L'année dernière, 3 100 personnes avaient été vaccinées dans le département, soit un coût estimé à 400 000 euros pour l'État.

ACHERES A la résidence Lucie Aubrac, certains riverains craquent

Lors du dernier conseil de quartier, jeudi 26 avril, les problèmes concernant les rassemblements de jeunes ont largement été évoqués.

Avant même le début du conseil de quartier de la Gare, ce soir du jeudi 26 avril, certains riverains échangent entre eux. « *Il y en avait encore cachés avec des barres de fer, des béquilles* », raconte l'un d'eux d'un rassemblement de jeunes interrompu par la police, le jour même en fin d'après-midi. Depuis quelques mois, les habitants de la résidence Lucie Aubrac subissent les nuisances occasionnées par des groupes de jeunes, Achérois ou non.

Certains d'entre eux ont longuement exprimé leur ras-le-bol ce soir-là. La municipalité reconnaît le problème, et explique travailler sur un « *rééquilibrage* » du peuplement de la ville de 20 000 habitants, qui compte 51 % de logements sociaux. La commune, qui ne maîtrise que 20 % des attributions, souhaiterait notamment pouvoir mieux choisir les nouveaux locataires. Pas forcément originaires ou travaillant dans les Yvelines, ils méconnaissent en effet souvent Achères.

« Ils boivent jusqu'à 23 h »



LA GAZETTE EN YVELINES

« Moi, je ne vais pas partir, c'est mon premier logement, témoigne une riveraine. Quand les jeunes viennent, je surveille, j'appelle la police, … Mais il y a beaucoup de problèmes ici. »

« *C'est de pire en pire* », exprime une riveraine, tandis qu'un autre évoque des « *branleurs* », parfois seulement âgés de dix ans… avant de déplorer l'inactivité de leur bailleur, Osica. « *La mairie a demandé au bailleur de porter plainte,* souligne Annie Debray-Gyrard, adjointe en charge du logement et de la solidarité. *Ils prennent en compte les remarques.* »

Mais les riverains enchaînent. « *Ils ont dégoupillé les extincteurs et aspergé les voitures dans le garage, relatent-ils de récents événements. Et ça n'a pas été nettoyé.* » Une visite sur site est prévue prochainement avec le bailleur et la mairie pour constater. « *La porte de parking était défectueuse, ils l'ont reconnu* », pointe Annie Debray-Girard. « *Le bailleur bouge car les locataires portent plainte contre lui* », estime un riverain qui a fait cette démarche auprès de la police.

« *A la gare, on n'est plus en paix,* ajoute-t-il. *Ils viennent et boivent jusqu'à 23 h. Parfois on les voit Despé (bière aromatisée, Ndlr) à la main, ils ont dix ans !* » Plusieurs d'entre eux aimeraient voir la vente d'alcool réglementée, où que l'épicerie diminue ses horaires d'ouverture. « *On est en train de regarder au niveau de la législation pour voir ce que l'on peut faire* », explique l'adjointe, consciente du problème.

« *Moi, je ne vais pas partir, c'est mon premier logement,* témoigne une riveraine. *Quand les jeunes viennent, je surveille, j'appelle la police, j'essaie de les faire partir, … Mais il y a beaucoup de problèmes ici.* » Les fauteurs de troubles sont identifiés par les riverains. « *C'est toujours les mêmes,* pointe un riverain. *Mais comme ils sont mineurs, on ne peut rien faire.* »

51% de logements sociaux

Dans la salle de la maison de quartier Jules Verne, une autre riveraine, résidant avenue du Général de Gaulle, s'interroge : « *Avant il n'y avait pas toute cette population ils viennent d'où ?* » La ville compte « *3 000 logements sociaux* », détaille Annie Debray-Gyrard. Elle détaille les différents contingents de logement : « *Il y a 20 % de ce qu'on appelle le contingent municipal, 30 % à la charge de la préfecture, et le reste pour Action logement et les bailleurs.* »

Chaque institution, bailleur ou collectivité attribue les logements de son contingent. Et si la municipalité contrôle ses listes, « *quand c'est la préfecture qui propose, on ne maîtrise pas,* assène-t-elle. *Les gens qui arrivent n'ont pas forcément les codes de ceux qui les précédaient.* » Pour tenter de « *rééquilibrer* » la répartition, un rendez-vous avec la préfecture a été pris à la mi-mai. « *On veut les alerter* », précise l'élue.

En bref

VALLEE DE SEINE

Le PS s'insurge des baisses de dotations

Dans un communiqué de presse, le PS fustige les baisses de dotations des collectivités. Neuf communes yvelinoises sur dix sont touchées par le phénomène selon le parti.

Les collectivités locales, grandes oubliées de la politique d'Emmanuel Macron ? C'est en tout cas ce que dénonce la fédération des Yvelines du Parti Socialiste (PS) dans un communiqué de presse. Selon ses calculs basés sur les montants des dotations 2018, la baisse des dotations des petites communes concerne 240 municipalités dans les Yvelines.

Neuf villes sur dix touchées

« *Nous dénonçons les arrangements avec la vérité du président de la République, qui induisent les collectivités en erreur alors que celles-ci viennent d'adopter leurs budgets pour 2018* », fustige le communiqué. Ainsi, la fédération du parti recense « *neuf communes sur dix touchées* » par le phénomène dans le département.

Parmi les villes de plus de 10 000 habitants touchées, apparaissent Poissy qui a vu sa dotation baisser de 11 %, Triel-sur-Seine qui perd 8 % de dotations de l'État ou encore Verneuil-sur-Seine qui voit son enveloppe diminuer de 3 % par rapport à l'année 2017.

Indiscrets

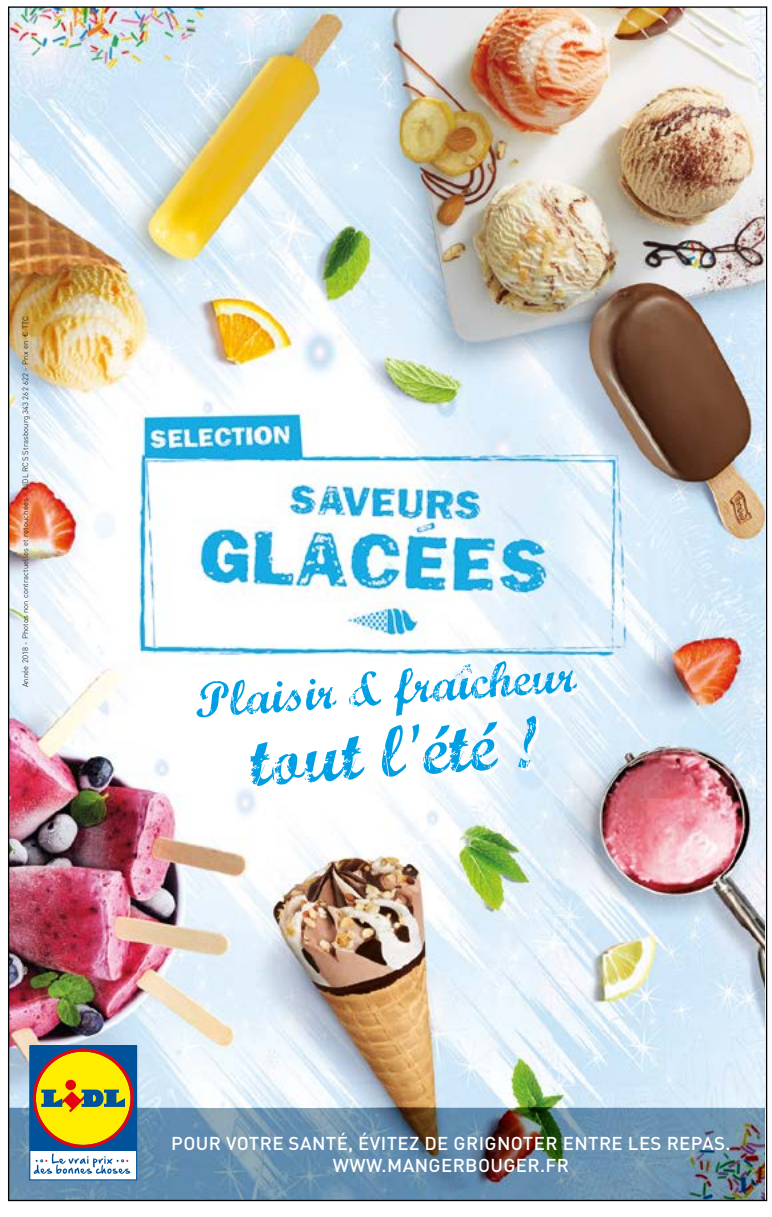
Ces deux jeunes maires, figures politiques montantes de la droite yvelinoise, ne seraient-ils pas en train de créer une émulation entre leurs deux communes ? A un tweet de l'émission de télévision *Secrets d'histoire* évoquant la collégiale Saint-Louis de Poissy, le maire de Mantes-la-Jolie, Raphaël Cognet (LR), a répondu, émoticône à l'appui : « *C'est vrai ! Mais la collégiale de Mantes-la-Jolie est beaucoup plus jolie (en toute objectivité).* » Le tout en « *taguant* » son homologue pisciacais, Karl Olive (DVD), qui n'a pas répondu à cette gentille pique.

Inaugurée en 2015, la Plaine des sports de Buchelay serait-elle victime de son succès ? Les agents communaux qui y travaillent ont en tout cas un certain sens de la solidarité : dans un mot affiché fin 2016, toujours en place, la direction du site sportif indique en effet « *prendre en charge tous les matins de la semaine, le nettoyage de l'entrée et des couloirs du site ainsi que la salle de danse* ».

La direction entend ainsi « *soulager le travail des femmes de ménage* » qui peuvent se concentrer « *sur le dojo et les sanitaires* ». Comme « *l'utilisation des locaux est très importante* » et « *les frais de nettoyage ne sont pour le moment que pris en charge par la municipalité* », elle engagent les associations à « *y mettre de la bonne volonté elles aussi* » afin de « *préserver cet acquis* ».

L'anniversaire a déclenché la fureur de l'opposition. mardi 24 avril dernier, le maire de Carrières-sous-Poissy, Christophe Delrieu (DVD), a proposé à des personnalités de la commune de fêter les 25 ans de l'hôtel de ville (bientôt rénové, Ndlr). Ses deux farouche opposants, l'ex-maire Eddie Aït (Génération écologie) et Anthony Effroy (FI), ont envoyé un communiqué de presse commun dénonçant une fête « *à grand frais, avec près de 1 000 invités* » (les festivités ont réuni une centaine de personnes selon nos informations, Ndlr). Ils ont logiquement refusé de participer à cette « *nouvelle opération de gesticulation politique préélectorale* ».

A l'image de ses administrés, ce maire ne lâche pas l'affaire. Dominique Turpin, le maire DVD de Nézel, a plaidé une nouvelle fois en faveur d'une déviation pour le village qui l'a élu en 2008. « *Il y a également la RD 191 qui traverse la communauté urbaine, et d'une façon assez rude sur le petit village de Nézel,* a-t-il témoigné au dernier conseil communautaire de Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), à l'occasion d'une délibération visant à sécuriser l'entrée de ville de Rosny-sur-Seine. *C'est un enfer, tout le village est traversé par cette RD 191, c'est très dangereux !* » Autour de lui, les élus sourient, les Nézellois demandant leur déviation depuis de nombreuses années. « *On ne peut pas dire le contraire* », admet d'ailleurs le président Philippe Tautou (LR), lui qui attend depuis deux décennies une déviation bientôt en chantier pour Verneuil-sur-Seine dont il est maire.



ECQUEVILLY Le chantier de la nouvelle mosquée devrait pouvoir reprendre

Lors d'une réunion publique ce dimanche, les fidèles musulmans de la commune ont validé la création d'une nouvelle association distincte de la précédente, que l'Etat ne souhaitait plus.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Ouvrir la mosquée avec l'association Malik Ibn Anas, ce n'est pas possible », insiste Abdelaziz El Jaouhari, secrétaire général du Conseil des institutions musulmanes des Yvelines (Cimy).

Leur nouveau projet sera examiné de près, mais les dons des croyants pour la mosquée en construction, interrompus suite à la fermeture de la salle de prière par le ministère de l'Intérieur, devraient pouvoir reprendre, et avec eux le chantier de cet édifice de 400 places. La décision a été validée lors d'une réunion publique ce dimanche, en présence d'environ 150 Ecquevillois et des responsables de l'association historique, Malik Ibn Anas. Elle comptait environ 300 membres avant fermeture, et une centaine aujourd'hui.

Le 2 novembre 2016, le ministre de l'Intérieur fermait la salle de prière louée à la municipalité par l'Association islamique Malik Ibn Anas (AIMA) dans le cadre de l'état d'urgence, pour des propos qui auraient été tenus par son imam. Le préfet des Yvelines, dans son arrêté, décrivait « *un lieu de référence influent […] prônant un islam rigoriste, appelant à la discrimination et à la haine, voire à la violence* ».

A l'époque, l'avocat d'AIMA proteste fortement contre cette fermeture : « *L'État fait un amalgame entre salafisme et jihadisme* », déclare-t-il dans *La Gazette*. L'association fait appel, perd au tribunal administratif, puis au Conseil d'Etat. Chez les fidèles venus dimanche, qui vont prier aux Mureaux faute de lieu de culte, la colère suscitée par cette fermeture et par sa large médiatisation, est toujours vive.

« *C'est comme si je vous accuse d'être pédophile, ça vous colle à la peau,* déplore ainsi dimanche un trentenaire, debout au fond de la salle Jules Ferry. *On dirait qu'Ecquevilly, c'est l'Irak ! Pourtant, personne d'Ecquevilly n'est parti en Syrie, on est les premiers à combattre ces gens, et ça fait deux ans qu'on vit comme ça, sans mosquée…* » Son voisin acquiesce, et évoque le reproche numéro un aux organisateurs de dimanche : « *L'idée numéro un de ces gens-là était de récupérer le bien.* »

A l'origine de la réunion, et du prêt de la salle par la mairie (qui refuse tout prêt à l'AIMA, Ndlr), il y a en effet le Conseil des institutions musulmanes des Yvelines (Cimy), qui regroupe des responsables de mosquées yvelinoises, et le Conseil régional du culte musulman (CRCM). Interlocuteurs des institutions de l'Etat et des élus locaux, ils avancent leur bonne volonté face à un public plus que méfiant.

« *Nous sommes là pour apporter notre soutien, et essayer de trouver une solution pour la réouverture de votre mosquée* », plaide Saïd El Mouaddine, vice-président du CRCM Île-de-France Ouest et président de la mosquée de Pontoise. « *Notre credo, si je puis dire, depuis le départ, est de dire qu'on s'oppose à la fermeture des lieux de culte, c'est un besoin pour la communauté* », explique Abdelaziz El Jaouhari, président de l'Association mosquée Mantes Sud, secrétaire général du Cimy.

« Personne d'Ecquevilly n'est parti en Syrie »

« *La proposition des services de l'Etat est que la communauté musulmane d'Ecquevilly crée une nouvelle association, puis, par fusion-absorption, récupère le bien, la nouvelle mosquée* », poursuit-il. Sinon, selon lui, « *le bien risque d'être perdu si on reste dans la situation actuelle* ». Il avance un coût « *de 10 000 à 11 000 euros* » pour le transfert, et promet que le Cimy apportera ce financement si les fidèles d'Ecquevilly ne le pouvaient.

« *Pour se dire les choses franchement, depuis plusieurs mois, on a perdu beaucoup de temps* », décrit-il ensuite de la rupture du dialogue ces derniers mois entre le Cimy et l'AIMA, dont le bureau a été intégralement renouvelé l'an dernier dans l'espoir d'obtenir l'assentiment de l'Etat. « *Ouvrir la mosquée avec l'association Malik Ibn Anas, ce n'est pas possible, quels que soient les modifications qui pourraient être apportées* », insiste Abdelaziz El Jaouhari.

Les responsables de l'AIMA prennent alors la parole, et un débat s'engage entre eux, le Cimy et les fidèles. Certaines indiquent avoir commencé un début de démarche de constitution de nouvelle association, quelques quiproquos se dénouent, notamment au niveau des frais à engager. « *Une mosquée avec une association d'Ecquevilloises et d'Ecquevillois à sa tête, indépendante, autonome, c'est la volonté de tout un chacun* », rassure Slimane Bousanne, trésorier du Cimy et directeur du collège privé musulman de Montingy-le-Bretonneux.

« *Je vous félicite de cette démarche, ce n'est pas du tout ce qu'on avait compris* », loue-t-il. « *Si c'est une nouvelle structure, on portera votre message aux élus* », appuie Abdelaziz El Jaouhari. « *Est-ce que tout le monde est d'accord sur cette démarche-là ?* » reprend Slimane Bousanne. La quasi-totalité des mains se lèvent dans la salle, un premier document listant les futurs responsables de l'association est constitué avec eux à la fin de la réunion.

« *Ce qui va nous rassurer est de voir les documents (financiers, Ndlr), si c'est aux alentours de 10 000 euros, pas de souci* », commente en fin de réunion Khalid Baaziz, président de l'AIMA depuis octobre 2017. Il manquerait « *entre 150 000 euros et 200 000 euros* » pour terminer le chantier de la nouvelle mosquée. Ce projet d'un million d'euros situé à quelques dizaine de mètres de là, financé « *exclusivement par les dons de fidèles musulmans* » (y compris l'achat de la parcelle, Ndlr), précise le président de l'AIMA. Il avance encore quelques mois de travaux une fois les dons réunis.

« *On veut des garanties écrites, que si une nouvelle association est faite, on rouvre la mosquée* », demande-t-il également en exprimant sa lassitude face aux difficultés. Il les estime partiellement liées à l'indépendance historique de l'AIMA par rapport aux institutions confessionnelles musulmanes avec lesquelles dialoguent les services de l'Etat : « *Ca nous avait porté préjudice, il n'y avait personne pour nous défendre.* »



LA GAZETTE EN YVELINES

Le 2 novembre 2016, le ministre de l'Intérieur fermait la salle de prière louée à la municipalité par l'Association islamique Malik Ibn Anas (AIMA) dans le cadre de l'état d'urgence.

En bref

CARRIERES-SOUS-POISSY Le Louis : la monnaie n'aura duré qu'une journée

Lancée en février 2017 par des Carriérois, cette monnaie complémentaire, associative et alternative, n'a finalement que très peu circulé, et est désormais officiellement en sommeil.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Cette monnaie complémentaire avait été lancée et frappée pour la première fois en février 2017, lors d'une Journée de la monnaie proposée à Carrières-sous-Poissy.

« *Le Louis a marché une journée.* » Le constat est sévère, il est dressé par Thierry Dornberger, président de l'association carriéroise Asaeecc et co-président de l'association créatrice du Louis. Cette monnaie complémentaire avait été lancée et frappée pour la première fois en février 2017, lors d'une Journée de la monnaie proposée à Carrières-sous-Poissy.

Mais, après ce jour de frappe, le Louis n'a jamais pris son envol, la faute selon lui à l'effondrement du réseau Coopek auquel la monnaie était affiliée (il permettait une convertibilité en euros, Ndlr), et à un manque de promotion réussie auprès des commerces locaux, entre autres. « *C'est malheureux, c'était un super projet, ambitieux et dans l'air du temps* », estime Thierry Dornberger.

« Ce sera peut-être relancé »

Même le poinçon du Louis a été perdu. « *Ce sont des collector maintenant* », note-t-il dans un sourire des quelques centaines de pièces frappées en février 2017. « *Ce sera peut-être relancé, mais il faudra que ce soit porté par une structure bien solide* » et avec le soutien préalable des élus, espère-t-il, sur le modèle de la monnaie complémentaire en train d'être lancée en vallée de Chevreuse.

En bref

MANTES-LA-JOLIE La mairie veut sa maison médicale

Comme dans bien d'autres communes de vallée de Seine, la municipalité mantaise veut créer une maison médicale en centre-ville pour freiner la désertification.

Pour sa maison médicale, la mairie décrochera-t-elle la subvention du conseil départemental, demandée au dernier conseil municipal ? Elle candidate en effet à un appel à projet destiné à subventionner les projets de maison médicale : le Département investirait alors dans l'acquisition des 400 m² nécessaires recherchés, à charge pour la commune ou la future association de médecins d'aménager les locaux.

« *L'idée, c'est d'augmenter l'offre médicale au centre-ville. Notre boulot est de trouver un endroit, le boulot de l'association sera de faire venir de nouveaux médecins,* explique le maire Raphaël Cognet (LR). *Aujourd'hui, les communes sont en concurrence extrêmement forte là-dessus, et on n'a pas un cadre attractif à proposer à huit ou dix professionnels de santé.* »

En janvier dernier, la Maison médicale de garde déménageait d'ailleurs de Mantes-la-Jolie à Mantes-la-Ville, les propositions de la mairie mantaise comme de l'hôpital n'ayant pas convenues aux médecins. Selon l'édile, qui espère regrouper des professionnels mantais et en faire venir d'autres, médecins comme paramédicaux, « *le seul fait de regrouper quatre médecins à un endroit augmente le temps médical disponible* ».



LA GAZETTE EN YVELINES

« Aujourd'hui, les communes sont en concurrence extrêmement forte là-dessus », témoigne le maire LR Raphaël Cognet.

YVELINES Motos-cross, quads : les rodéos urbains bientôt punis lourdement ?

Plusieurs députés, dont celle de la sixième circonscription des Yvelines, vont déposer une proposition de loi instituant un nouveau délit de « rodéo motorisé ».

Ils sont déplorés avec autant de vigueur par les maires que par les habitants des communes ou des quartiers concernés par les rodéos urbains de scooters, motos-cross et quads. Ils devraient prochainement être plus lourdement sanctionnés, par l'intermédiaire d'une proposition de loi portée par plusieurs députés dont une est yvelinoise, qui devrait être débattue en juin à l'Assemblée nationale. Principale nouveauté : la création d'un délit spécifique de « *rodéo motorisé* ».

Jeudi dernier, à la fin de la réunion publique trielloise dédiée à l'avenir de la plaine (voir notre dossier en p. 2), la députée de la sixième circonscription des Yvelines, Natalia Pouzyreff (LREM), échange avec le président d'une association de riverains carriéroise. « *S'il y a une proposition de loi, ce sera notamment grâce aux rodéos du Parc du peuple de l'herbe* », répond-elle à sa demande d'informations quant aux motos et quads qui sillonnent parfois cet espace vert de 113 ha.

« *On a créé, avec quelques députés, un groupe de travail sur les rodéos sauvage, on a eu le ministère de l'Intérieur* », d'où découle une proposition de loi qui devrait être présentée début juin à l'Assemblée, lui indique-t-elle. « *La lourdeur des peines encourues est dissuasive, là, ça va très loin,* poursuit la députée. *C'est un texte qui crée un délit spécifique de rodéo motorisé, et qui est très sévèrement puni, ce projet est assez lourd et répressif.* »



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

« On voit bien que c'est plus une provocation, l'envie de franchir les limites de l'interdit et de s'autoriser à provoquer la police », analyse le maire de Carrières-sous-Poissy, Christophe Delrieu (DVD).

Le maire de Carrières-sous-Poissy, Christophe Delrieu (DVD), espère que cette proposition de loi comprendra une mesure qu'il demande depuis son élection : la destruction systématique des engins impliqués. « *On voit bien que c'est plus une provocation, l'envie de franchir les limites de l'interdit et de s'autoriser à provoquer la police,* analyse-t-il. *Ce type de comportements est une transgression très forte des lois, et une provocation inadmissible et intolérable.* »

« Assez lourd et répressif »

En vallée de Seine, le retour du printemps a entraîné celui des deux roues, comme à Vernouillet dans le quartier du Parc qui « *subissent une explosion des rodéos sur deux roues et leurs conséquences sonores* », déplore la municipalité sur Facebook. Le maire Pascal Collado (DVD) a lancé une pétition la semaine dernière et jusqu'au 15 mai, à signer en mairie, destinée à « *sensibiliser directement* » le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb.

« *A Chanteloup-les-Vignes, le bruit (de jour comme de nuit), les entorses au code de la route, la mise en péril d'autrui, les altercations verbales et les accidents physiques sont monnaie courante entre juin et septembre* », alertait déjà pour sa part il y a près d'un an la maire chantelouvaise Catherine Arenou (DVD), dans un courrier au ministre de l'Intérieur.

La semaine dernière à Achères, à une réunion du conseil de quartier de la gare, une riveraine demande « *ce qu'on peut faire* » lorsque la police refuse de se déplacer. « *Ils n'ont pas le droit de les poursuivre* », explique l'adjointe Annie Debray-Gyrard, incitant à donner des renseignements aux policiers : « *Il faut savoir où est garé le véhicule comme ça ils peuvent saisir. [...] Ce n'est pas de la délation, on est tous responsables de la tranquilité publique.* »

Peur des vols : les amateurs de cross restent discrets

En vallée de Seine, les pratiquants de cross se cachent pour exercer tranquillement leur pratique sportive. Il y a quelques mois, dans un terrain de cross de la vallée de Seine découvert par hasard lors d'un reportage de *La Gazette,* un petit groupe de motards en plein entraînement demandait que son emplacement ne soit pas rendu public.

Ils affirmaient alors ne pas craindre que des jeunes viennent se servir de leur terrain, comme l'aimerait la députée. La situation s'est déjà produite : « *Ils ne restent pas longtemps* », témoignait l'un, la faute selon lui aux exigences physiques et techniques du cross comme pratique sportive.

Par contre, ils avançaient une peur bleue des vols de leurs engins : « *On ne lave plus nos motos à l'Elephant bleu, on est sûrs de se les faire braquer.* » Selon les responsables de ce club de moto-cross, il leur arrive également d'être suivis, dans le but de cambrioler ensuite leur garage.

En bref

MANTES-LA-JOLIE Les chantiers reprennent aux bords de Seine

Extension en cours du groupe scolaire Albert Uderzo, résidence intergénérationnelle et extension du périmètre de la Zone d'aménagement concerté (Zac) signent le redémarrage du quartier.

Deux gros chantiers et une ambition réaffirmée. Ces derniers mois, la construction du nouveau quartier des bords de Seine a repris, alors qu'une bonne partie des logements et équipememnts avaient été achevés depuis plusieurs années. Le reste des chantiers prévus avait été quasi-totalement annulé lors suite à la crise financière mondiale de la fin des années 2000.



LA GAZETTE EN YVELINES

Le site actuel emploie 121 salariés permanents.

L'école passe à 600 élèves

Depuis l'été 2017, le chantier de l'extension du groupe scolaire Albert Uderzo est visible des riverains, il devrait ouvrir à la prochaine rentrée. Aujourd'hui de 320 élèves, sa capacité doit être quasiment doublée par cette extension d'un coût de 2,72 millions d'euros HT. De l'autre côté de la rue du Grenier à sel, une résidence intergénérationnelle de 95 logements doit ouvrir en 2019.

Ces logements sociaux seront gérés par le bailleur social Mantes en Yvelines habitat (MYH) selon le concept des « *Maisons de Marianne* », et bénéficie d'une subvention de 475 000 euros du Département. Enfin, début mars, le conseil municipal mantais a voté l'extension de la Zone d'aménagement concerté (Zac) du quartier : elle inclut les parcelles des magasins Royal meuble, en activité, et l'ex-Bricomarché, fermé depuis plusieurs années.

En bref

CARRIERES-SOUS-POISSY L'ancien maire se consacre désormais à l'écologie

Eddie Aït reste proche du mouvement radical dont il est encore l'un des responsables pour quelques mois, mais souhaite aujourd'hui s'engager « durablement » au sein du parti Génération écologie.

Il est encore président de l'ex-Parti radical de gauche (PRG) des Yvelines, en voie de fusion avec les radicaux valoisiens pour former le Mouvement radical (MR) dont les nouveaux responsables seront élus en juin. L'ex-maire de Carrières-sous-Poissy et conseiller régional Eddie Aït a décidé de s'engager pleinement au sein de Génération écologie (GE), parti fondé en 1990 par Jean-Louis Borloo, Corinne Lepage et Noël Mamère, entre autres.

Il en était déjà membre depuis deux ans, cette double adhésion étant autorisée par les deux formations politiques réunies dans un groupe commun à la Région. « *On m'a proposé, il y a quelques mois, de structurer ce parti sur la problématique des élus et de leur formation,* explique Eddie Aït. *J'ai accepté et je l'accepte d'autant plus que nous sommes dans une période de recomposition où l'écologie politique est en panne, les Verts sont en crise.* »

Avançant avoir « *toujours eu cette fibre écologique* », il a choisi de s'impliquer : « *Je consacre mon engagement et ma nouvelle liberté politique à Génération écologie.* » Il ne briguera donc pas la présidence yvelinoise du Mouvement radical, parti auquel il souhaite « *la formation de nouveaux talents* ».



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

« Les partis traditionnels sont en difficulté », estime l'édile pisciacais qui n'a pas repris sa carte LR, comme l'invité du soir d'ailleurs.

CHANTELOUP-LES-VIGNES Découvrir l'audiovisuel par le football

Depuis quelques semaines, des ateliers permettent aux jeunes Chantelouvais de découvrir les métiers de l'audiovisuel pour y créer leur propre émission, centrée sur le sport.

« *Ca démarre un peu sur les chapeaux de roue* », sourit Bahran El Fakhar, directeur de l'Association pour l'amélioration des conditions de vie dans la Zac la Noé (ACVL). Il est un peu moins de 14 h ce mercredi 25 avril et le directeur ajuste les caméras avant l'enregistrement de la première de Banlieue Foot TV.

Le décor est symbolique pour cette première émission de l'association : la pelouse d'un hôtel du Camp des loges, lieu d'entraînement du PSG. Lancé il y a quelques semaines, ces ateliers se servent du foot comme « *porte d'entrée* », pour initier les adolescents aux différents métiers de l'audiovisuel auxquels le directeur est lui-même formé.

Les trois jeunes sont aujourd'hui derrière la caméra pour l'interview de Fabrice Pancrate, joueur au PSG de 2004 à 2009. « *A la base, nous sommes partis d'un constat, le fait que beaucoup de joueurs professionnels en France et en Europe viennent de banlieue,* note Bahran El Fakhar. *Alors, nous nous sommes demandés pourquoi ne pas avoir le point de vue de la banlieue sur le foot.* »

Toutefois, le directeur de l'ACVL le précise, les ateliers sont mixtes et évolueront vers des thématiques différentes : « *Avec la Coupe du monde en juillet, nous allons avoir des débats sur la citoyenneté, le drapeau… Mais rien ne les empêche d'aborder également d'autres thèmes, tournés vers les loisirs.* »

Hafsa, 16 ans, est la seule jeune fille présente ce 25 avril. Elle a surtout travaillé autour de la préparation des questions. « *J'en ai déjà fait, j'aime bien* », précise-t-elle, même si elle n'envisage pas que cela puisse devenir un métier pour l'instant. « *Ca permet de s'occuper pendant les vacances* », apprécie-t-elle de l'initiative.



LA GAZETTE EN YVELINES

Hafsa, 16 ans, est la seule fille présente ce 25 avril. La jeune fille a surtout travaillé autour de la préparation des questions.

A ses côtés, Mory et Mody, 15 ans tous les deux, préfèrent « *être derrière la caméra* ». Les deux garçons expliquent : « *On a plus l'habitude avec Snapchat.* » Tous les trois ont entendu parler de l'atelier par l'entraîneur de l'US Chanteloup-les-Vignes, Hammid Hammi. « *J'ai essayé d'en parler au maximum,* détaille l'entraîneur. *Certains ont refusé, ils avaient le droit, d'autres se sont montrés intéressés.* » L'association cherche à constituer un groupe composé de 10 à 15 jeunes.

« *Banlieue Foot TV première, ça tourne.* » Retour au décor improvisé au Camp des loges, où Bahran El Fakhar est dans la peau de l'intervieweur. Il enchaîne, et demande à Fabrice Pancrate comment se ressent cette présence de la banlieue dans le football professionnel. « *C'est une question d'attitude, tu le vois* », répond l'ancien footballeur. Avant de mettre en avant les qualités de ces joueurs : « *Ils ne se mettent pas la pression mais ont de la hargne, un gros mental.* »

L'émission devrait être diffusée d'ici quinze jours sur la chaîne Youtube Banlieue Foot TV, lancée il y a quelques semaines. Pour sa prochaine émission, à Chanteloup-les-Vignes cette fois-ci, la petite équipe de vidéastes recevra Tony Yoka, boxeur et champion olympique originaire de la Noé.

En bref

YVELINES Le maire de Poissy mise toujours sur Génération terrain

L'association dont il est cofondateur a accueilli Xavier Bertrand, Karl Olive (DVD) poursuit son maillage des élus yvelinois. Objectif affiché : faire de la politique sans considération des partis.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Les partis traditionnels sont en difficulté », estime l'édile pisciacais qui n'a pas repris sa carte LR, comme l'invité du soir d'ailleurs.

Une trentaine d'élus locaux ont répondu à l'appel des trois fondateurs de Génération terrain, dans ce restaurant en face de l'hôtel de ville de Poissy, mercredi 25 avril. Pour son troisième dîner, l'association a invité Xavier Bertrand, ancien ministre et président de la Région Hauts-de-France, et incarnation de « *l'homme politique moderne, ouvert, humaniste et profondément libre* », selon le maire pisciacais Karl Olive (DVD).

« *Les partis traditionnels sont en difficulté* », estime l'édile pisciacais qui n'a pas repris sa carte LR, comme l'invité du soir d'ailleurs. « *Ici, à Génération terrain, nous avons des adhérents d'En marche, des LR, de l'UDI et même des non étiquetés,* détaille-t-il. *C'est un laboratoire d'idées, en réalité. Je souhaite que la France gagne et que la politique du gouvernement soit efficace.* »

120 adhérents

Génération terrain a été fondée en septembre 2017 par Pauline Winocour Lefèvre (DVD), vice-présidente du conseil départemental, Arnaud Péricard (DVD), maire de Saint-Germain-en-Laye et de Karl Olive (DVD), maire de Poissy. Ils se sont unis suite aux revers des Républicains aux élections présidentielle et législatives, et revendiquent aujourd'hui 120 adhérents, tous élus.

En bref

MEZY-SUR-SEINE Logements sociaux : la mairie « dans les clous » grâce aux migrants

La commune se rapproche de ses obligations légales entre autres grâce à l'accueil de migrants. Elle comptait 5,80 % de logements sociaux au 1er janvier 2016, c'est plus de 16 % aujourd'hui.

Dans sa précédente édition, *La Gazette* évoquait, dans le dossier de la semaine, les logements sociaux que les communes dites « *carencées* » devront construire pour respecter l'obligation légale de 25 %. Ces chiffres du 1er janvier 2016 ont déjà changé pour certaines communes, à l'instar de Mézy-sur-Seine, environ 3 500 habitants : de 2016 à aujourd'hui, le taux de logements sociaux est passé de moins de 6 % à plus de 16 %.



ARCHIVES / / LA GAZETTE EN YVELINES

Particularité de cette commune : 36 des logements sociaux comptabilisés par la préfecture proviennent du foyer de demandeurs d'asile, ouvert en 2015 (photo).

Particularité de cette commune : 36 des logements sociaux comptabilisés par la préfecture proviennent du foyer de demandeurs d'asile, ouvert en 2015 dans un bâtiment prévu pour une maison de retraite. Son caractère initialement très temporaire est devenu un peu plus définitif. « *Ca ne nous paraissait pas illogique* », commente donc le maire Jean Mallet (EELV) de cette demande, obtenue, de classement en logement social à hauteur d'un tiers des 110 personnes accueillies.

Cette intégration est en effet habituelle pour les foyers non temporaires. Ces cinq dernières années, « *comme il y avait un effort manifeste* », la commune était déjà dispensée des pénalités liées à la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU). Son maire espère être désormais « *dans les clous* »

En bref

FLINS-SUR-SEINE Renault veut étendre son projet d'insertion des jeunes

Engagée dans un accord-cadre avec l'État pour l'emploi des jeunes sans diplômes dans l'industrie, l'usine souhaite en faire davantage. L'État voudrait étendre le programme à d'autres secteurs.

Depuis 1992 et la signature d'un accord-cadre entre Renault et l'État, les institutions publiques mettent en relation l'usine et des jeunes majeurs au chômage sans qualification, pour effectuer CAP ou BAC pro en alternance. Selon Renault, qui souhaite aujourd'hui l'élargir, le programme a permis à 1 138 jeunes d'accéder à l'emploi depuis 26 ans (70 depuis 2015, Ndlr).

Il était jusque-là réservé aux postes de conducteur d'installation de travaux, acquis en CAP, et à celui de pilote de ligne de production obtenu en Bac pro. « *Pourquoi ne pas l'élargir à d'autres métiers de l'industrie, comme ceux de la maintenance mécanique ?* », s'interroge le directeur de l'usine, Jean-Luc Mabire, à la sortie d'un comité de pilotage entre partenaires du programme, jeudi 19 avril.

« *Les formations en maintenance n'existent presque plus. Nous avons pourtant des besoins dans ce secteur* », regrette-il. Gérard Derouin, sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, présent ce jour-là, s'est lui aussi montré favorable à un agrandissement. « *Nous sommes en bord de Seine, alors pourquoi pas penser à un développement dans le secteur du tourisme également* », a-t-il glissé.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

« Pourquoi ne pas penser à un développement dans le secteur du tourisme ? », s'est interrogé Gérard Derouin, sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie

HOUDAN Un appel à la solidarité après le cambriolage du potager des Restos

Entre le 21 et le 22 avril, des outils de jardinage et un salon de jardin ont été dérobés. La responsable du centre appelle aux dons pour reprendre l'activité du potager.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

Le centre, ouvert depuis 12 ans, possède en effet un potager depuis trois ans, dont bénévoles et bénéficiaires s'occupent. « Ce qu'on récolte, on le propose à la distribution », explique Brigitte Pento.

« *C'est sûr qu'il y a plus grave, mais quand même.* » Brigitte Pento, la directrice du centre des Restos du coeur houdanais, situé rue Saint-Mathieu est quand même « *contrariée* ». Alors qu'ils allaient ouvrir le centre ce mardi matin pour la distribution de nourriture, ils se sont aperçus que leur potager avait été visité et cambriolé durant le week-end des 21 et 22 avril.

« *Ils nous ont piqué bêche, fourche, même l'arrosoir* », énumère-t-elle. Avant de poursuivre : « *Ils nous ont également pris notre vieux salon de jardin et nous ont laissé les chaises les plus pourries !* »

Le centre, ouvert depuis 12 ans, possède en effet un potager depuis trois ans, dont bénévoles et bénéficiaires s'occupent. Les plants, sont eux donnés par un magasin de jardinage. « *Ce qu'on récolte, on le propose à la distribution*, explique Brigitte Pento. *Quand il y a des enfants, ils viennent cueillir directement les tomates-cerises, c'est trop mignon !* » L'été, des barbecues y sont également organisés, rassemblant une nouvelle fois bénévoles et bénéficiaires.

Ce vol ne viendra pas « *perturber* », la distribution et les activités. Mais la responsable du centre en appelle à la solidarité de chacun pour pouvoir récupérer salon de jardin, râteaux, pelles, bêches, … « *J'ai demandé à la mairie de relayer l'appel* », détaille-t-elle. Si pour le moment, elle n'a pas été contacté personnellement, « *la mairie m'a assuré qu'il y avait déjà beaucoup de retours* », s'enthousiasme-t-elle. Elle n'exclut pas également d'aller démarcher les entreprises du secteur pour récupérer du vieux matériel.

Bêche, fourche et arrosoir dérobés

Brigitte Pento n'a cependant pas porté plainte à la suite de ce cambriolage, le premier depuis l'ouverture du centre. « *Je ne veux pas qu'ils soient punis,* explique-t-elle des cambrioleurs. *Pour avoir fait ça, j'espère qu'ils étaient vraiment dans le besoin.* » Elle ajoute : « *Et s'ils ne l'étaient pas, c'est avec leur conscience qu'ils vont vivre. Les Restos, c'est un symbole quand même.* »

Ce mardi 24 avril, la mairie relayait effectivement l'appel avec beaucoup plus de virulence à l'égard des auteurs : « *Cela ne peut être que de fieffés gredins, des âmes de fripouilles qui ont pénétré dans les locaux des Restos du cœur !*»

Pour vous dons, vous pouvez contacter directement Brigitte Pento au 06 12 41 41 85 ou vous rendre au centre de distribution, 20 rue Saint-Mathieu, les mardis, mercredis après-midi et vendredis.

LES MUREAUX Il conduisait sans permis, un quadragénaire interpellé

Pour échapper aux policiers et au contrôle, l'homme a commis de nombreuses infractions sur l'avenue Paul Raoult.

Ce Vernolitain âgé de 41 ans avait une conduite dangereuse. C'est ce qui a poussé les policiers du commissariat des Mureaux à procéder à un contrôle ce mardi 24 avril sur le rond-point de l'avenue de l'Europe, aux environs de 19 h.

Ils remarquent tout d'abord que le quadragénaire ne signale pas ses changements de direction à l'aide de ses clignotants et tentent de l'arrêter. L'homme refuse de se soumettre au contrôle et prend la fuite, commettant de nouvelles infractions.

En tentant d'échapper aux policiers, il se retrouvera coincé sur le parking du centre commercial Espace, situé le long de l'avenue Paul Raoult. Lors de son contrôle, les policiers découvrent que l'homme conduit sans permis. Il a été ramené au commissariat et placé en garde à vue pour refus d'obtempérer et défaut de permis de conduire.

GUERVILLE Deux drapeaux dérobés durant le week-end

Les drapeaux concernés sont ceux de la mairie et de l'école élémentaire du centre. Ils ont été volés dans la nuit du 28 au 29 avril.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

Les frontons de la mairie et de l'école élémentaire du centre n'arborent désormais plus qu'un drapeau, celui de l'Union européenne. Ce week-end des 28 et 29 avril, la municipalité guervilloise s'est émue sur Facebook du vol de ces deux drapeaux français, non sans une pointe d'humour.

« *A l'heure où nous bouclons un édito sur le budget qui précise la nécessité de maîtriser les dépenses, nous ne pouvons que regretter qu'encore une fois les drapeaux français de la mairie et de l'école aient été volés* », déplore-t-elle.

« Pas très cher d'en acheter un »

En réaction, un internaute pointe le manque de logique de la démarche : « *Ce n'est pourtant pas très cher d'en acheter un (une dizaine d'euros, Ndlr)! Moins cher que de se faire prendre à un voler un.* »

MANTES-LA-JOLIE L'agresseur au couteau interpellé

Il est soupçonné d'avoir porté trois coups de couteau lors d'une agression dans le quartier du Val Fourré le 23 avril dernier.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Le mercredi 25 avril, l'auteur des coups de couteau, Mantais également, s'est rendu spontanément au commissariat pour y être entendu.

L'agression avait été violente dans la matinée du lundi 23 avril. Aux alentours de 11 h 10, un jeune Mantais de 21 ans était pris à partie par un groupe de jeunes au niveau de la rue Molière, dans le secteur des Ecrivains du quartier du Val Fourré.

L'un d'entre eux en profitait pour lui donner trois coups de couteaux au bras, à la cuisse et au visage, lui occasionnant notamment une plaie profonde entre le nez et la lèvre supérieure. Malgré ces blessures, la vie du jeune homme n'était pas en danger.

Refusant d'expliquer quoi que ce soit des circonstances de l'agression aux forces de l'ordre, le Mantais avait été transporté au centre hospitalier François Quesnay de Mantes-la-Jolie.

Blessure profonde

Le mercredi 25 avril, l'auteur des coups de couteau, Mantais également, s'est rendu spontanément au commissariat pour y être entendu. « *Cela nous permettra notamment d'en savoir plus sur les motifs de l'agression* », précise une source proche de l'enquête.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE Les voleurs arrêtés à bord d'une voiture sans permis

Dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 avril, deux jeunes âgés de 15 et 17 ans, originaires de Pierrelaye dans le Val-d'Oise ont été arrêtés. Il est environ 2 h 20, lorsqu'un Conflanais vivant sur une péniche met en fuite les deux adolescents qui voulaient cambrioler son bateau et prévient la police d'un possible cambriolage. Les forces de l'ordre interpelleront les deux mineurs à bord d'une voiture sans permis. Dans le coffre, les policiers ont découvert un moteur de bateau volé.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE Trois cambrioleurs arrêtés

Il est environ 20 h 45 mercredi dernier, lorsqu'un riverain de la rue Aristide Briand, compose le 17 pour signaler que trois personnes sont en train de forcer la porte de garage d'un pavillon voisin. Arrivés rapidement sur les lieux, les forces de l'ordre interpellent trois hommes, âgés de 17 et 21 ans. A l'intérieur du pavillon, les policiers constatent que l'appartement est meublé mais vide depuis le décès de son propriétaire.

MANTES-LA-JOLIE Au volant à 14 ans, l'adolescent est interpellé

Pour tenter d'échapper à la police municipale, il a fait des zigzags dans la rue de Gassicourt.

Alors qu'elle patrouille dans la rue de Gassicourt ce vendredi 27 avril, la police municipale mantaise constate qu'une voiture effectue un demi-tour au frein à main à leur vue. La patrouille prend en chasse la voiture, dont le conducteur fait de nombreux zigzags pour leur échapper.

Il tente également de percuter la voiture des policiers municipaux, afin de se soustraire au contrôle, en vain. Le conducteur, un Mantais de 14 ans qui conduit sans permis, et deux de ses passagers, âgés de 15 ans sont interpellés, le dernier passager parvenant à s'enfuir.

La voiture incriminée apparaissait comme volée depuis le 25 avril dernier. Les trois adolescents ont été ramenés au commissariat pour y être placés en garde à vue pour recel de vol. Le jeune conducteur a également été placé en garde à vue pour mise en danger de la vie d'autrui, défaut de permis de conduire et rébellion.

HOUDAN Des militants anti-abattoir s'introduisent dans l'abattoir

Cinq d'entre eux ont été placés en garde à vue et comparaîtront devant le tribunal de Versailles le 2 juillet prochain.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Le 26 septembre dernier, une centaine de militants avaient passé la nuit devant le site pour « un moment de recueillement pour les victimes des abattoirs ».

Face-à-face tendu dans la nuit du 25 au 26 avril. Près de 70 militants de 269 Libération animale (ex 269 Life, Ndlr), association de défense de la cause animale, se sont introduits dans l'abattoir Guy Harang, spécialisé dans la découpe de porc, révèle *Le Parisien*.

Aux alentours de 2 h 30, les militants se sont rendus au *« couloir de la mort »*, étape préalable à l'abattage des porcs, pour le bloquer. Alerté, le personnel prévient les gendarmes. Les militaires resteront sur le site jusqu'à 4 h du matin.

A l'issue de l'intervention, mouvementée, cinq militants ont été placés en garde à vue pour violation de domicile. Elles comparaîtront devant le tribunal de Versailles le 2 juillet prochain. La situation aurait pu dégénérer. *« Ils ne le savent pas mais nous leur avons évité une bataille rangée,* explique une source proche du dossier au quotidien francilien. *Car des agriculteurs au courant de leur présence ont voulu débarquer en nombre pour en découdre avec eux. »*

Ce n'est pas la première fois que l'association se rend sur les lieux. Le 26 septembre dernier, une centaine de militants avaient passé la nuit devant le site pour *« un moment de recueillement pour les victimes des abattoirs »*, avait expliqué un militant à *La Gazette*.

MANTES-LA-JOLIE Deux ans ferme pour 200 plants de cannabis

En début de semaine dernière, un Mantais d'une trentaine d'années a été condamné à deux ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Versailles.

Le mardi 17 avril dernier, suite à un contrôle routier, les policiers du commissariat de Mantes-la-Jolie avaient découvert dans son pavillon du quartier de Gassicourt 200 plants de cannabis, cultivés dans une dépendance, ainsi que du matériel destiné à la production végétale.

CARRIERES-SOUS-POISSY Un enfant renversé par une voiture

Il est environ 15 h 45 ce mercredi 25 avril, au niveau de la rue de la Reine blanche lorsque se produit un accident de la circulation. Un jeune Carriérois, âgé de 10 ans, fait une chute à vélo. Le conducteur d'une voiture garé à proximité du lieu démarre. Il ne voit malheureusement pas l'enfant, toujours à terre, et lui roule dessus, lui occasionnant des dégâts au niveau du bassin.

La jeune victime a été examinée par le service mobile d'urgence et de réanimation (Smur) avant d'être transporté à l'hôpital Necker à Paris. Le dépistage d'alcoolémie du conducteur s'est avéré négatif. Un dépistage de produits stupéfiants a également été réalisé.

ROSNY-SUR-SEINE Un poids lourd se couche sur l'A13, la circulation interrompue

La circulation a été coupée pendant la durée de l'intervention, soit trois heures.

Circulation difficile pour les automobilistes ralliant la Normandie à Paris ce mardi 24 avril. Il est environ 9 h 30 lorsqu'un semi-remorque se couche en travers des voies au kilomètre 53, à hauteur de Rosny-sur-Seine, interrompant immédiatement la circulation. Blessé légèrement, le conducteur a été transporté à l'hôpital de Mantes-la-Jolie.

Les automobilistes n'étant pas pris au piège sont invités à emprunter la sortie 15, située à Chaufour-les-Bonnières. Aux environs de 11 h, les automobilistes coincés derrière le camion ont pu à nouveau circuler, la voie de droite ayant été dégagée. La réouverture totale de l'autoroute s'est faite à 12 h 30.

Deux grues pour relever le camion

Trois camions de dépannage, dont deux munis de grues, sont intervenus pour remettre le poids-lourd sur ses roues ainsi qu'une quinzaine de pompiers. Une fuite de carburant a également été détectée et réparée par les dépanneurs.

MAGNANVILLE Un panneau éducatif arraché

Les faits se sont produits dans la nuit du 24 au 25 avril, aux alentours du groupe scolaire des Maronniers.

Les abords du groupe scolaire des Maronniers une nouvelle fois victimes de vandales. Après avoir arraché Zoé, personnage pédagogique en décembre dernier, c'est cette fois-ci un panneau incitant les automobilistes à ralentir qui a été arraché dans la nuit du 24 au 25 avril.

« Je ne lâcherai rien »

« Cette signalétique avait pour but de rendre visible l'école et d'inciter les automobilistes à ralentir, déplore la municipalité magnanvilloise dans une publication Facebook. *Une fois de plus, ce vandalisme aura un impact sur la sécurité de nos enfants. »* Une plainte a été déposée.

Pour le maire de la commune, Michel Lebouc (DVG), ces actes de vandalismes répétés *« sont volontaires et liés à la commune de Magnanville »*, exprime-t-il sur Facebook. Déterminé, il poursuit : *« Je dis à ces personnes que je ne lâcherai rien et que je mettrai tout en œuvre pour les sanctionner. »*



SPORT INSOLITE La country et la line dance s'émancipent de l'Ouest américain

Variante en solo de la country, la line dance, pratiquée sans partenaire, a attiré un nouveau public largement féminin, d'abord comme loisir mais aussi en tant que pratique sportive à part entière.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Ils n'ont plus du tout la culture musicale country qu'on avait », note des danseurs d'aujourd'hui Cathy Duprat, coordinatrice de la Fédération française de danse.

Dimanche dernier à la Plaine des sports de Buchelay mise à disposition par la mairie, 75 compétiteurs d'une dizaine de clubs d'Île-de-France et des Hauts-de-France se sont affrontés pour la dernière épreuve interrégionale (avant la finale à Lille, Ndlr) de danse country, ou sa variante en solo, la line dance. Majoritairement pratiqué par des femmes qui plébiscitent la line dance, ce loisir autant que sport se détache aujourd'hui de la musique country.

« *Aujourd'hui, c'est la danse qui attire* », explique Cathy Duprat, coordinatrice de la Fédération française de danse (FFD), sous l'égide de laquelle se tenait la compétition bucheloise organisée par l'association Kaléidanse. La country et la line dance, intégrées seulement en 2009 par la fédération, représentent maintenant environ 10 % de ses plus de 80 000 licenciés. Mais « *la country est très vaste sur le plan du loisir* », précise-t-elle en avançant le chiffre de 100 000 personnes en France.

« L'envie de danser, tout simplement »

Cet important essor de la country est aujourd'hui d'abord porté par la line dance, arrivée en France dans les années 1990 avant de se généraliser une décennie plus tard. Dimanche, elle représentait une majorité des danseurs notés par le jury. « *Quand on a commencé il y a 25 ans, il y avait autant d'hommes que de femmes, mais avec la line dance, qui permet de danser seul, on a été envahi de femmes !* », se souvient Cathy Duprat.

Professeure et présidente de l'association gargenvilloise Kaléidanse, Catherine Andrin, se forme à la country en 2005 à la demande de ses élèves. Si elle donne encore aujourd'hui des cours de claquettes et de danses de société, la majeure partie de son activité est constituée par la country et la line dance. Pourquoi cet intérêt ? « *L'envie de danser, tout simplement,* rapporte-t-elle. *Et si on ne peut pas danser en couple, on peut danser en ligne également.* »

« Des musiques non country »

Si Cathy Duprat, de son côté, se félicite de la croissance de cette pratique, elle regrette quelque peu que l'afflux de nouveaux danseurs détache la pratique de sa musique, la country. Si les compétiteurs ont encore l'obligation d'une robe pour les femmes, d'un chapeau de cow-boy pour les hommes, et de bottes pour tous, « *ils n'ont plus du tout la culture musicale country qu'on avait* », note la coordinatrice de la FFD : « *On avait un plaisir immense à s'habiller western !* »

« *Dans les premières divisions, on essaie et on arrive à maintenir la musique country* », précise par ailleurs Cathy Duprat. Les musiques proposées aux danseurs dimanche dernier sont effectivement plutôt variées. « *On danse sur des musiques country, et sur des musiques non country* », explique Catherine Andrin. Elle met aussi en avant l'accessibilité de ce loisir et sport pour tous les âges, ses 70 élèves ayant de 13 à 50 ans.

« Quelque chose de différent »

Dix étaient en compétition dimanche, une trentaine participaient bénévolement à l'organisation de l'épreuve. Il sont venus à la country souvent un peu par hasard. « *J'avais fait un peu de modern jazz et de la zumba, je cherchais quelque chose de différent* », témoigne Nathalie Brancata. Cette Mantevilloise de 56 ans pratique depuis trois ans, elle apprécie « *les chorégraphies* » comme la « *grande variété de danses* », et l'ambiance « *conviviale* » entre danseurs.



LA GAZETTE EN YVELINES

La country et la line dance représentent environ 8 000 des plus de 80 000 licenciés de la Fédération française de danse, mais serait pratiquée par environ 100 000 personnes en France

CYCLISME Le championnat de France de cyclisme à Mantes recherche bénévoles

Du 28 juin au 1er juillet, les championnats de cyclisme sur route vont se dérouler à Mantes-la-Jolie. Le département lance un appel aux bénévoles pour encadrer la course.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Le championnat de cyclisme sur route va accueillir 50 000 spectateurs pour 620 coureurs et huit titres nationaux.

Environ 620 coureurs sont attendus à partir du 28 juin prochain à Mantes-la-Jolie pour les championnats de France de cyclisme sur route. Répartis en cinq épreuves, ils vont tenter de décrocher l'un des huit titres nationaux en jeu.

Pas moins de 50 000 spectateurs devraient assister aux courses qui se déroulent du jeudi 28 juin au dimanche 1er juillet. Pour encadrer les courses, le conseil départemental à lancé un appel aux bénévoles. « *Si vous habitez les communes de Limay, Mantes-la-Jolie, Saint-Cyr-en-Arthies, Saint-Martin-la-Garenne, Follainville-Dennemont, Drocourt, Fontenay-Saint-Père, Guernes ou les alentours : rejoignez-nous !* », exhorte le communiqué du Département.

« *Aiguiller les coureurs, gérer le ravitaillement, informer le public : les bénévoles sont là pour assurer le bon déroulement du championnat* », ajoute-il. Pour vous inscrire, il est nécessaire de remplir le formulaire en ligne : yvelines.fr/benevoles.

Le championnat débute par un contre-la-montre le jeudi, puis se poursuit par des épreuves en ligne élite amateurs et dames samedi pour se clôturer par une épreuve en ligne élite professionnels dimanche.

FOOTBALL Maintien assuré pour l'AS Poissy, défaite pour le FC Mantois

L' AS Poissy et le FC Mantois ne sont pas parvenus à s'imposer ce week-end pour le compte de la 28e journée de National 2. Les Pisciacais ont fait un match nul 0-0 et les Mantais ont perdu 2-0.

Aucun club de la vallée de Seine engagé en National 2 n'est parvenu à s'imposer ce week-end. Pire, l'AS Poissy et le FC Mantois n'ont pas inscrit le moindre but. Malgré tout, L'AS Poissy est aux anges. En effet, le match nul 0 à 0 contre St-Maur ce samedi à domicile permet aux hommes de Laurent Hatton de se maintenir la saison prochaine dans la quatrième division nationale.

Les jaunes et bleu maintiennent leur bonne forme puisqu'ils sont invaincus depuis six journées. Avec sept points d'avance sur la zone rouge à deux journées de la fin du championnat, les Pisciacais ne peuvent plus être relégués. Un objectif pas encore atteint par le FC Mantois, engagé lui aussi dans la course au maintien.

Les sang et or se sont inclinés 2-0 sur la pelouse de St-Brieuc, deuxième au classement et candidat très sérieux à la montée en national la saison prochaine. Avec 33 points, les Mantois sont classés à la 10e place du tableau.

Après trois victoires consécutives, les Yvelinois ont marqué le pas. La prochaine journée est programmée le 12 mai contre Granville, 8e. L'AS Poissy affronte pour sa part Croix, club classé à une longueur au classement avec 35 points contre 36 pour les Pisciacais.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Les Mantois se sont inclinés après une incroyable série de trois victoires consécutives. Ils devront encore lutter pour obtenir leur maintien.

DE VOUS À NOUS,
LE PLUS BEAU DES CHEMINS



Avec son offre dédiée Colas & Vous, Colas met son savoir-faire au service des particuliers souhaitant aménager et embellir leurs espaces extérieurs.

Agence de Villepreux
3, rue Camille Claudel
ZAC du Trianon
78450 - VILLEPREUX

Centre de Rambouillet
ZA du bel Air
6, rue Barthélémy Thimonnier
78120 - RAMBOUILLET

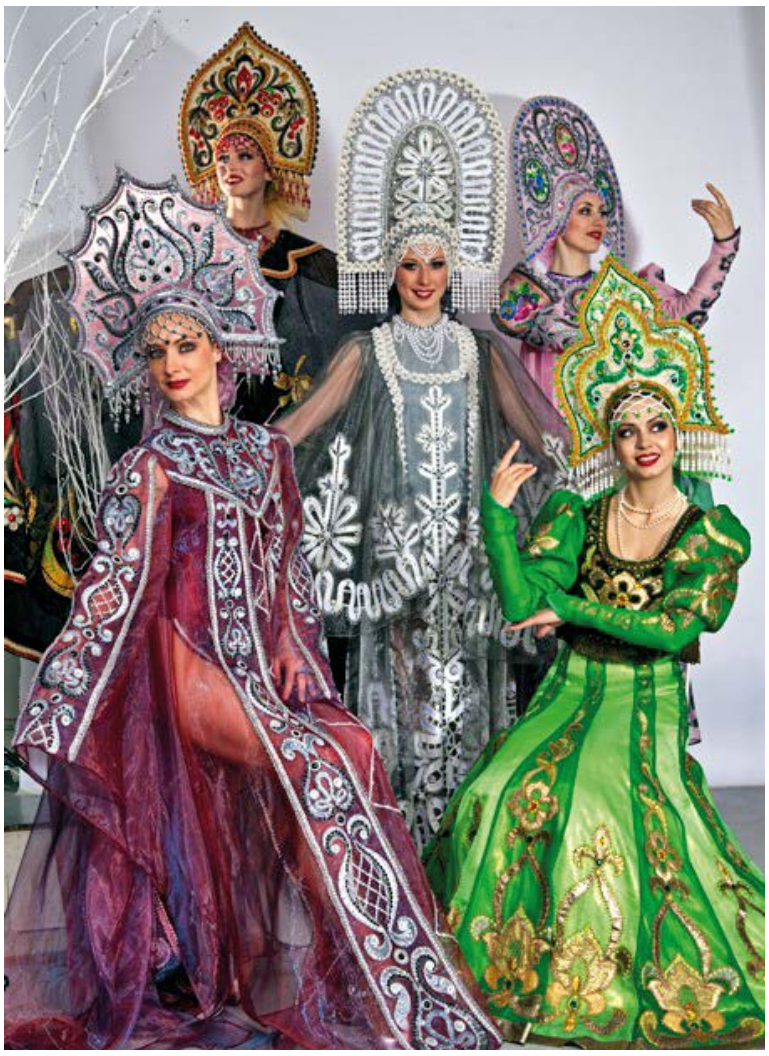
www.colasetvous.fr

0 805 210 805 Service & appel gratuits

COLAS
ÎLE-DE-FRANCE
NORMANDIE

ANDRESY La Russie « arc-en-ciel » à découvrir dans un ballet

Le spectacle « Prince Igor, spectacle Radouga» se joue le vendredi 4 mai à l'espace Julien Green. Il est présenté comme une démonstration de la culture russe sous tous ses aspects.



DR

« Prince Igor, spectacle Radouga », est présenté comme un spectacle haut en couleurs.

Vendredi 4 mai, les 14 danseurs du ballet russe de Paris vont se produire sur la scène de l'espace Julien Green à 21 h. Leur objectif est simple : faire découvrir la Russie en voyageant sur scène. Le spectacle *Prince Igor, spectacle Radouga* est bel et bien une carte postale de la Russie.

« *Les chants traditionnels russes ainsi que des danses virevoltantes sont au rendez-vous* », prévient le communiqué de presse du spectacle. Ce dernier précise également que « *150 costumes seront utilisés* ». Il livre aussi des explications sur le mot « *Radouga* » qui signifie « *l'arc-en-ciel* » et symbolise « *une rencontre entre deux mondes, deux cultures* ».

Le chorégraphe de la compagnie, Igor Goriatchikine, a travaillé avec les ballets Moïsseïv pendant 15 ans et a fait le tour du monde avec sa compagnie. Venu en France en 1994, il a découvert l'univers des cabarets parisiens et a travaillé en tant que soliste au French Cancan au Bal du Moulin Rouge pendant près de dix ans.

Chants et danses traditionnels

L'entrée est à 20 euros en plein tarif, à 18 euros en tarif réduit et à 14 euros pour les enfants de moins de 12 ans. Les réservations se font à l'accueil de l'hôtel de ville d'Andrésy ou via les billetteries en ligne.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE Electro Deluxe en concert haut en couleur

Le groupe français Electro Deluxe, qui allie soul, funk et pop, va se produire dans la salle Simone Signoret le jeudi 17 mai à 20 h 30.

C'est l'un des groupes phares de la scène française. L'ambiance au théâtre de la salle Simone-Signoret promet d'être électrique pour ce concert qui débute à 20 h 30. Le chanteur, James Copley et son look de dandy donne une image rétro à ce groupe qui n'a d'électro que le nom. Electro Deluxe, composé de six musiciens, s'inspire de légendes de la soul et du jazz comme Herbie Hancock, ou de la funk tel que James Brown.

Après l'album *Home* qui a été un vrai succès, et une série de salle de concert remplies, notamment à l'Olympia, le groupe est retourné enregistrer. Leur dernier album en date s'appelle *Circle*. Dans cet album, les samples de jazz, jazz et soul ont été oubliés.

Place désormais à une authenticité non feinte. Claviers, saxophone, trombone et trompette font, entre autres instruments, partie des différentes compositions du groupe. Les tarifs sont compris entre 17 et 29 euros. Les réservations sont disponibles sur le site internet theatre-simone-signoret.fr.



DR

Contrairement à son nom, le groupe français Electro Deluxe s'inspire plutôt de funk, jazz et de musiques pop.

VALLEE DE SEINE Une fanfare anglaise aux Mureaux et à Hardricourt

L'association Les amis du Birchington Silver Band reçoit la fanfare du même nom pour deux concerts aux Mureaux et à Hardricourt les 5 et 6 mai.

La fanfare du Birchington Silver Band va se produire aux Mureaux et à Hardricourt à l'invitation de l'association Les amis du Birchington Silver Band. La vingtaine de musiciens qui compose le groupe sont originaire du Kent, la région située entre Londres et la Manche. Pour la petite histoire, c'est aussi la région d'origine de Keith Richards et Mick Jagger, le duo légendaire des Rolling Stones.

C'est dire si cette fanfare est baignée dans une terre de musique. Au programme des concerts, une autre célébrité anglaise, puisque la fanfare a prévu de jouer *Life on Mars,* de David Bowie. Cette chanson est jouée au concert des Mureaux le 5 mai à partir de 17 h 30 sur le parvis de la Médiathèque. Plusieurs autres chansons sélectionnées sur le thème de l'espace sont au programme. Elles ont été choisies en hommage à la présidence des villes Ariane qui est aux Mureaux pour l'année 2018. Un concert à Hardricourt, chemin des Gloriettes, est également prévu. Il commence à partir de 11 h 30 le dimanche 6 mai.

HOUDAN Une artiste locale s' expose

Une exposition, organisée par la municipalité est consacrée à une peintre habitante de Tacoignières, dans le pays houdanais depuis 30 années.

Annie Chenouard, expose ses toiles à l'office du tourisme pendant quatre semaines. Cette artiste locale propose un voyage haut en couleur à travers ses tableaux du 3 au 31 mai. Ancienne directrice financière dans une entreprise privée, Annie Chenouard est passionnée par les arts depuis de longues années et s'est adonnée à la peinture en parallèle de sa carrière professionnelle. Après un début d'études artistiques, elle a continué à s'intéresser à l'art pictural.

Finalement, elle a décidé de se consacrer pleinement à sa passion une fois à la retraite, en participant à plusieurs ateliers dans la région. Peinture sur toile à l'huile, le pastel ou encore à l'acrylique, Annie Chenouard varie les plaisirs et les techniques sur ses toiles. Une exposition à retrouver du mardi au samedi de 10 h à 12 h30 et de 15 h à 18 h jusqu'au 31 mai. Le vernissage de l'exposition se tient le 12 mai à l'office du tourisme.

VILLENNES-SUR-SEINE L'élu garde du corps en dédicace

Pierre-François Degand est présent ce samedi à la bibliothèque.

Samedi 5 mai, de 10 h à 13 h, Pierre-François Degand dédicace à la maison ou presque : il livre les coulisses de son métier de garde du corps de la République à la bibliothèque de Villennes-sur-Seine (où il est conseiller municipal d'opposition, Ndlr). Son livre, illustré par Hédi Benyounes et édité par Glénat Jeunesse, s'intitule *Moi, Major Degand, garde du corps.*

Dans cet ouvrage, ce policier du Service de protection des hautes personnalités raconte « *les différents aspects de sa profession, son expérience, et évoque différents sujets d'actualité* », résume son éditeur. Depuis 25 ans, Pierre-François Degand (également suppléant de la députée LREM Natalia Pouzyreff, Ndlr) protège les ministres, personnes menacées et dignitaires étrangers, des membres de la rédaction de *Charlie Hebdo* aux rois et princes du monde entier. Pour plus d'informations, il est possible de s'adresser à l'auteur par mail pierre-francois@degand.info.

MEDAN Le château ouvre ses portes

Samedi 5 mai à 17 h, le château de Médan sera ouvert au public pour une visite guidée organisée par l'office du tourisme.



ARCHIVES / LA GAZETTE EN YVELINES

Le château de Médan a été édifié à la fin du XVe siècle.

Et si le château de Médan n'avait plus aucun secret pour vous ? Construite au XVe siècle comme pavillon de chasse, transformée en château au XVIe siècle, la bâtisse est ouverte au public pour une visite guidée le samedi 5 mai à 17 h. Tout au long de sa riche histoire, il a accueilli de nombreuses personnalités.

En six cents ans, plusieurs artistes ont été séduit par ce lieu. Paul Cézanne y a peint trois tableaux et de nombreuses représentations du site. Le poète et membre de la pléiade Pierre de Ronsard y a séjourné au XVIIe siècle, pendant la Renaissance. En 1924, Maurice Maeternlinck, prix Nobel de littérature en a fait sa demeure.

Quelques années plus tard, le château est devenu le lieu d'impression du journal *Combat* fondé par un autre prix Nobel de littérature, Albert Camus. Toutes ces histoires et bien d'autres sont racontées au cours de la visite guidée faite par l'actuelle propriétaire des lieux. Le tarif est de 10 euros avec un rafraîchissement compris.

Résidence d'artistes

Pour réserver les places, il est nécessaire d'appeler au 01 30 61 61 35 ou par courriel chateaudemedan@gmail.com. Plus de renseignements disponibles sur le site internet chateau-medan.fr.

Retrouvez l'ensemble de nos émissions dans leur intégralité sur notre site www.lfm-radio.com et en vidéo sur notre chaîne Youtube RadioLFMOfficiel.

LA MATINALE Les maires dans l'attente du rapport Borloo

Le XIXe arrondissement de Paris accueillait ce 26 avril les Etats généraux de la Ville, en même temps que la remise du rapport « Vivre ensemble – Vivre en grand la République », rédigé par Jean-Louis Borloo.

Jeudi 26 avril avaient lieu dans le XIXe arrondissement parisien les Etats généraux de la Ville. Ce même jour, Jean Louis Borloo (UDI), ancien ministre de la ville, remettait au Premier ministre son rapport « *Vivre ensemble – Vivre en grand la République* ». Ces Etats généraux ont également été l'occasion de présenter les Parcours emploi compétence (voir encadré).

Les soixante pages de son rapport réalisent un état des lieux de la politique de la ville et de la situation en banlieue. « *Il y urgence à s'occuper de tous les territoires qui n'ont pas les mêmes chances que les autres* » explique-t-il.

Parmi ces constats, il déplore « *trois fois plus de chômage* » dans les quartiers difficiles et « *deux fois moins de transports en commun* ». Selon les recherches de l'ancien ministre, environ six millions d'habitants vivraient dans une « *forme de relégation voire d'amnésie* » de la nation.

« *Une partie de la population de ces quartiers qui avait réussi à progresser en est partie, ce sont des quartiers qui cumulent des difficultés et donc oui il faut remettre des moyens, il faut qu'il y ait de l'autorité publique* » déplorait Anne Hidalgo (PS), maire de Paris, elle aussi présente à ces Etats généraux.

« Trois fois plus de chômage »

Ce rapport, est ainsi venu enrichir le plan présidentiel pour les quartiers prioritaires, attendu en mai. Mais il vient aussi à pic pour calmer la relation entre les maires des territoires défavorisés et le gouvernement. Catherine Arenou (DVD), maire de Chanteloup-les-Vignes, en tête de la colère des maires, était ainsi présente à ces Etats généraux. « *Nos gamins ont été mis dans un projet d'échec programmé et ça, ça n'est plus supportable* » détaillait-elle.



Selon les recherches de l'ancien ministre, environ six millions d'habitants vivraient dans une « forme de relégation voire d'amnésie » de la nation.

Les « PEC », les nouveaux contrats aidés, font déjà débat

La suppression des contrats aidés, décidée par Emmanuel Macron, avait fait grand bruit à la veille de la rentrée dernière. Ils seront désormais remplacés par les parcours emploi compétence (PEC). Ils seront moins nombreux, 200 000 contre 310 000 précédemment.

Ils se traduiront par un accompagnement beaucoup plus ciblé des acteurs qui en bénéficieront. En effet fini les entreprises, seules les collectivités locales ou les associations seront concernées. Elles devront proposer en plus de l'emploi, une formation et un accompagnement personnalisé. Une décision qui ne ravit pas les petites associations. Et pour cause, elles manquent de moyens. La prise en charge de l'Etat est diminuée pour chaque contrat. Avant, 75% du contrat était financé par l'Etat, contre 50 % pour cette nouvelle formule. Ce sera donc aux associations et collectivités de payer le reste à charge. Autre point négatif relevé par les concernés de ces PEC: il n'est pas toujours possible d'accompagner et former les bénéficiaires d'un PEC selon le métier choisi.

Loisirs

SUDOKU : niveau facile

8			3	6		4	5	1
	4		2		1		6	
	3	1	9		4	8		2
9	5		1		8	2		7
3		4				1		
2		8	7	4	6		3	5
		3		2	5			8
1	6	2	8		3		9	4
5		7		1			2	

SUDOKU : niveau moyen

		2	8					
	7	1	6		5		9	8
	5	8		4	9		7	6
							3	7
	3	7	9	8	6		2	
	4		7	3		8		
8		3	2		7	4		
	1				8		6	2
6	2						8	3

Les solutions de ces sudokus sont consultables sur la page Facebook de La Gazette en Yvelines. Ces grilles Sudoku vous sont proposées grâce à Thibaut Bernard, auteur du logiciel gratuit et libre de diffusion du site internet alphaquark.com.

La Gazette en Yvelines - Hebdomadaire gratuit d'informations locales

Site web : lagazette-yvelines.fr - **Facebook :** La Gazette en Yvelines - **Twitter :** @GazetteYvelines



L'actualité locale de Houdan à Conflans-Sainte-Honorine en passant par chez vous !

Édité par La Gazette du Mantois, société par actions simplifiée.
Adresse : 9 rue des Valmonts 78711 Mantes-la-Ville

Directeur de publication, éditeur :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Publicité :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Conception graphique, distribution :
Sébastien Dailleux
sebastien.dailleux@lagazette-yvelines.fr

Imprimeur :
Newsprint Imprimeurs
1 boulevard d'Italie
77127 Lieusaint

RÉDACTION

Vous avez une information à transmettre ?
Un événement à annoncer ?
Des précisions à nous apporter ?
Un commentaire à faire ?
Contactez la rédaction !

redaction@lagazette-yvelines.fr
Tél. 09 54 82 31 88
8 rue Porte aux Saints
78200 Mantes-la-Jolie

Rédacteur en chef :
Loris Guémart
loris.guemart@lagazette-yvelines.fr

Actualités, sport, culture :
Charles-Edouard Ama Koffi
ce.amakoffi@lagazette-yvelines.fr

Actualités, faits divers :
Lucile Giroussens
lucile.giroussens@lagazette-yvelines.fr

Tirage : 60.000 exemplaires - ISSN : 2431-1960 - Dépôt légal : 05-2018

Résidence Domaine de la Châtaigneraie à Plaisir



© Arka Studio - Architecte : Dalido Architecte

Résidence Les Alisiers à Montigny-le-Bretonneux



© Infime Architecture - Architecte : Sarea Alain Sarfati

Résidence Cœur Couturier à Trappes



© Infime Architecture - Architecte : Francis Audouin

ACTEUR DE RÉFÉRENCE **DANS LES YVELINES**

Maisons individuelles, immeubles collectifs, logements sociaux et intermédiaires, résidences pour les seniors et pour les étudiants, Bouygues Immobilier déploie une expertise unique sur le marché du logement pour répondre aux attentes d'une grande variété de clients. Pour leur offrir des logements adaptés à leur mode de vie, toujours plus évolutifs, abordables et performants, un travail permanent est mené sur la qualité du bâti, la modularité des aménagements intérieurs et la maîtrise des coûts.

www.bouygues-immobilier-corporate.com

Bouygues Immobilier
Créateur de mieux vivre

Bouygues Immobilier, SA au capital de 138.577.320 €, SIREN 562 091 546 RCS Nanterre, siège social, 3 boulevard Galliéni à Issy-les-Moulineaux (92130). Document et illustrations non contractuels. **GRENADINES** - 05/2018